

AUJOURD'HUI**Éditorial**

Le directeur, Benoit Lauzière, fait le point sur la situation du DEVOIR en formulant ses vœux aux lecteurs du journal. Et le rédacteur en chef, Paul-André Comeau, commente « l'année des libertés » qui récapitule la dernière décennie. Page A - 8

Idées

Les idées sont en images aujourd'hui avec la revue de l'année en caricatures. Page A - 9

**L'unique Beckett**

Samuel Beckett est le seul auteur dont l'oeuvre, aujourd'hui, demeure inébranlable, forte, unique et primordiale dans l'histoire des lettres. Robert Lévesque nous parle de « l'écrivain de l'échec ». Page C - 1



Yves Desloges et Marc Lafrance à table.

Le goût du Québec

Deux historiens québécois se sont mis résolument à table pour tracer l'histoire de la cuisine d'ici. Page B - 7

Havel président de Tchecoslovaquie

Le dramaturge tchecoslovaque Vaclav Havel est élu président de la république. Il y a quelques mois il séjournait en prison pour dissidence. Page A - 5

Le libre-échange divise toujours

La controverse au sujet du libre-échange se poursuit même un an après son application. Page B - 1

Baisse de la croissance

La croissance économique a chuté de 0,3 % en octobre au Canada. Page B - 1

Bonne année

LE DEVOIR ne sera pas publié le lundi 1er janvier et le mardi 2 janvier. D'ici le numéro du 3 janvier la direction et toute l'équipe offrent aux milliers de lecteurs et clients du DEVOIR leurs meilleurs vœux de bonheur pour l'année 1990. À mercredi.

Cent autobus sabotés à la STCUM

Au total 248 véhicules mis hors d'usage dont 148 faute d'entretien

Isabelle Paré

UNE CENTAINE d'autobus de la STCUM ont été la cible d'actes de sabotage et n'ont pu prendre la route à l'heure hier matin, tandis que 148 autres véhicules restaient garés en raison du refus des employés d'entretien d'effectuer du temps supplémentaire. Bien que l'achalandage soit réduit durant la période des Fêtes, cette série de problèmes a entraîné hier pour les usagers de longs moments d'attente par un froid intense.

C'est au Centre de transport de Saint-Laurent, durant la nuit de jeudi à hier, qu'environ cent autobus ont été sabotés, le mécanisme de frein d'urgence du moteur ayant été déclenché pour rendre impossible leur démarrage à moins d'une inspection mécanique.

« Tout ce qu'on sait, c'est qu'il y a des gens qui se sont introduits dans le garage et qui ont délibérément poussé le bouton de ce frein d'urgence. Un fois déclenché, il n'y a pas moyen de démarrer le véhicule à moins d'ouvrir le moteur. Ce qui a causé des délais allant jusqu'à une heure pour mettre ces autobus sur la route », a expliqué M. Hubert Sacy, directeur des communications de la STCUM, qui évite de parler de vandalisme aucun dommage ne résultant de ce sabotage.

Une enquête interne sera ouverte sur ces incidents, a-t-il cependant souligné.

Pour ajouter à ce sabotage, 148 autres autobus nécessitant des réparations sont restés immobilisés en raison de la trêve du temps supplémentaire qu'effectue les employés. Pas moins de 62 véhicules étaient bloqués au Centre de transport de Saint-Laurent, 37 au centre Legendre, une quinzaine aux centres Saint-Denis et Anjou, neuf au centre Frontenac et neuf autres au centre Mont-Royal. La situation était par contre normale aux centres de Namur et de Saint-Henri et au transport adapté.

Voir page A-10: Autobus



PHOTO JACQUES NADEAU

Les actes de sabotages et autres problèmes que connaît le service d'autobus de la STCUM ont eu pour effet, hier, d'entraîner des attentes prolongées... et frigorifiques pour les usagers.

La vieille garde roumaine se rend en comptant ses pas

d'après AFP et Reuter

BUCAREST — Les autorités roumaines ont lancé, hier, un nouvel appel aux auteurs des actes « terroristes » qui ne se sont pas encore rendus, les invitant à déposer les armes pour bénéficier encore des circonstances atténuantes.

Dans un appel à la radio et à la télévision, le Conseil supérieur de l'armée, qui dépend du Conseil du Front de salut national (FSN), a précisé que, malgré l'expiration du premier ultimatum il était toujours temps pour les terroristes de faire reddition.

Des combats intermittents se poursuivaient, hier à Bucarest, où les nouveaux dirigeants roumains ont reconnu être encore menacés de mort par l'ancienne police secrète.

Une semaine jour pour jour après le renversement de Nicolae Ceausescu, les membres du Front de salut national (FSN), au nombre de 145, se déplaçaient à bord de véhicules transport de troupes, et le général

Nicolae Militaru, ministre de la Défense, a lancé un dernier appel aux partisans du dictateur pour qu'ils se rendent.

« La situation est calme, bien qu'on signale encore quelques affrontements » dans la capitale et d'autres villes, a déclaré Militaru sur Radio-Bucarest. Il a de nouveau sommé les francs-tireurs de se rendre sous peine d'être exécutés.

Lors d'une conférence de presse, Cazimir Ionescu, vice-président du FSN, a dit que la Securitate restait menaçante mais n'avait aucune chance de prendre le pouvoir. Les membres du FSN sont « sans aucun doute » des cibles en puissance, a-t-il dit.

Selon Ionescu, des milliers d'hommes de la Securitate ont déjà été arrêtés mais des centaines d'autres courent toujours : « Ce n'est pas leur nombre qui importe, mais la qualité de leur entraînement et leurs armes. »

Voir page A-10: La vieille

Le Vatican accuse les USA d'occuper le Panama

d'après Reuter et AFP

CITÉ DU VATICAN — Le Vatican a qualifié hier les États-Unis de « puissance occupante » au Panama et affirmé que Washington n'avait pas le droit de réclamer l'ex-homme fort du pays, le général Manuel Antonio Noriega, réfugié à la nonciature apostolique.

La nonciature lente présentement de convaincre Noriega de quitter le bâtiment et de se rendre aux autorités panaméennes.

La Maison-Blanche a minimisé cette sortie du Vatican en affirmant que les États-Unis espéraient toujours met-

Voir page A-10: Le Vatican

Jeanne Sauvé tire sa révérence par un pied-de-nez

Chantal Hébert de notre bureau d'Ottawa

LE GOUVERNEUR général du Canada, Mme Jeanne Sauvé, a rompu carrément avec la tradition, hier, en tirant sa révérence aux Canadiens par un plaidoyer sans équivoque en faveur de la ratification de l'accord du lac Meech.

Venant de Jeanne Sauvé, il s'agit d'un pied-de-nez inattendu à l'ancien premier ministre Pierre Trudeau qui avait fait d'elle la première femme gouverneur général au pays. Un pied-de-nez auquel certaines provinces réfractaires au lac Meech prétaient déjà hier soir des allures de lèse-majesté.

« Je m'interroge sur l'unité canadienne », confie le gouverneur général dans son message du Nouvel An qui sera diffusé en français et en anglais à la radio et à la télévision d'État lundi.

Le message de la représentante au Canada de Sa Majesté la reine dépasse de beaucoup le simple appel à l'unité nationale. Jeanne Sauvé trace littéralement la voie à suivre pour assurer cette unité, une voie qui suit tous les contours de l'accord du lac Meech.

Ainsi, c'est sans détour que Jeanne Sauvé présente le concept de société distincte, tant décrié au Canada anglais, comme une condition sine qua non de l'appartenance continue du Québec à la Confédération.

Parlant du droit des deux principales familles ethniques du pays à tenir à leur différence, le gouverneur général écrit : « Si l'une d'entre elles en fait une condition de sa permanence dans l'État canadien, c'est qu'elle est convaincue que sa contribution est essentielle... »

« Notre unité est un leurre si on ne la fonde pas sur des assises définies (...), » poursuit Jeanne Sauvé qui pré-

Voir page A-10: Sauvé

L'environnement s'organise après dix ans de cafouillage

Louis-Gilles Francoeur

IL Y A 10 ans, en 1979, le ministère québécois de l'Environnement avait... un an!

Ce simple fait pu. met de mesurer le chemin parcouru dans la prise de conscience de notre environnement et permet d'appréhender intuitivement l'énormité du défi de la prochaine décennie.

Les années 80 en ce sens auront été celles de la prise de conscience environnementale et des cafouil-

lages administratifs d'environ 1500 ministères et départements de l'Environnement dans le monde. Mais à dix ans de l'an 2000, la question n'est plus de créer des ministères de l'environnement, mais de rendre les gouvernements capables de gérer le patrimoine naturel par tous les moyens.

Parce qu'il fait appel non seulement au sens de la justice mais d'abord aux réflexes plus profonds de la survie collective et de la sécurité individuelle, le débat environnemental amorce une remise en question qui touchera les habitudes de consom-

mation, les règles de production et de gestion, voire l'organisation des marchés et de la concurrence. Il pourrait bien ébranler durant la prochaine décennie, ici à « l'Ouest », des certitudes aussi profondes que celles qui viennent de passer à l'histoire à l'Est...

Au Québec, la création du ministère de l'Environnement en 1978 traduisait déjà une évolution. Dix ans plus tôt, le Québec avait adopté sa première loi de l'environnement...

Les Services de protection de l'environnement (SPE) de l'époque, rattachés aux Affaires municipales, ont

entrepris notamment de limiter le nombre de vilaines taches que constituaient les dépotoirs dans le milieu québécois. Ils en ont fermé quelques-uns et... concentré le reste, histoire de minimiser les dégâts. C'est ainsi que plusieurs de nos problèmes d'aujourd'hui sont le résultat de décisions prises au nom de cette première vision de l'environnement, souvent plus esthétique et politique qu'inspirée par la connaissance des écosystèmes.

Le cas le plus célèbre demeurera le permis accordé à la compagnie Goodfellow, de Mercier, l'autorisant

à recueillir dans sa lagune les huiles contaminées, les solvants et autres merveilles de la chimie industrielle. C'est ainsi qu'a commencé l'histoire d'un des trois principaux sites contaminés du Canada.

Avec l'aide d'Ottawa, qui a investi cinq fois plus en dix ans du côté des Grands lacs, un comité de travail fédéral-provincial amorçait à cette époque la première étude d'envergure sur la contamination du Saint-Laurent et de ses estuaires. Le rapport a fait autorité jusqu'à tout récemment. Il sera désormais actual-

Voir page A-10: L'environnement

Marie Laberge

JUILLET

Huis clos familial d'une rare tension dramatique. Le premier roman de Marie Laberge.

Vol. de 224 pages — 16,95\$

Le choix BOREAL



Le pape prend fait et cause pour l'environnement

Jean-Pierre Proulx

Le pape Jean-Paul II en appelle, à l'occasion de la journée mondiale de la paix, aux responsables du monde entier pour qu'ils se convainquent de « l'urgence d'une solidarité nouvelle » pour vaincre la « crise écologique » que vit la planète, crise, insiste-t-il, qui est un « problème moral ».

Le message du premier janvier est, cette année, tout entier consacré au problème de « la dégradation générale de l'environnement ». Ses propos, dit-il, veulent contribuer à la « conscience écologique » qui est en train de se développer.

Jean-Paul II rappelle d'abord, à l'intention des chrétiens, la vision biblique de la création fondée sur une harmonie originelle ensuite cassée par l'homme. Mais il évoque aussi les promesses néo-testamentaires « de nouveaux cieux et d'une terre nouvelle où habitera la justice ».

La solution de la crise écologique, poursuit-il, « ne peut se limiter à une meilleure gestion, ou à un usage moins irrationnel des ressources de la terre » car elle est « un problème moral ».

Il en veut pour preuve l'application « sans discernement » des progrès scientifiques et technologiques. Il cite à cet égard les effets néfastes de ces progrès sur la couche d'ozone et l'« effet de serre ».

Mais c'est à propos des « manquements au respect de la vie » que se vérifie avant tout l'aspect moral de la crise. Dans plusieurs cas, « la pollution ou la destruction de l'environnement est le résultat d'une vision réductrice et antinaturelle qui dénote parfois un véritable mépris de l'homme ». Jean-Paul II dit aussi « sa profonde inquiétude » face aux effets imprévisibles d'une certaine recherche biologique, en particulier des manipulations génétiques.

« La norme fondamentale que doit respecter un juste progrès économique, industriel et scientifique, rappelle-t-il, c'est le respect de la vie et, en premier lieu, de la dignité de la personne humaine ».

Dans sa « recherche de solutions », Jean-Paul II souligne ensuite l'existence dans le cosmos « d'une harmonie, d'un équilibre interne », d'un ordre qui doit être respecté. En outre, la terre constitue l'« héritage commun dont les fruits doivent profiter à tous ». Il en découle « la nécessité d'un système de gestion des ressources de la terre mieux coordonné sur le plan international ». A cet égard, dit-il, « les instruments et les organismes existants sont encore insuffisants ».

La « solidarité nouvelle » entre les peuples qu'appelle la solution de la crise ne doit pas conduire à demander aux pays nouvellement industrialisés de faire plus et mieux que ce que font les pays avancés.

Le pape établit aussi un lien direct entre la pauvreté et la dégradation de l'environnement. Par exemple, la mauvaise répartition des terres a conduit de nombreux pays à l'appauvrissement des sols, à la déforestation incontrôlée ou à l'urbanisation sauvage. L'endettement international entraîne aussi la destruction des patrimoines nationaux. « Toutefois, prévient-il, il serait inacceptable de ne mettre en accusation que les pauvres pour les effets négatifs qu'ils produisent sur l'environnement ».

Jean-Paul II pointe encore du doigt la guerre qui « dégrade la terre, les récoltes et la végétation, en empoisonnant les sols et les eaux ».

Il n'existe pas non plus de solution au problème sans « révision sérieuse des styles de vie » actuellement axée sur l'hédonisme et la consommation.

Dans ce contexte, l'« éducation à la responsabilité écologique est donc urgente et nécessaire ». A cet égard, la première responsabilité revient à la famille « dans laquelle l'enfant apprend à respecter son prochain et à aimer la nature ».

« On ne peut enfin, termine le pape, négliger la valeur esthétique de la création », celle que l'on retrouve dans la nature mais aussi dans la beauté des villes, « beauté spécifique qui doit inciter les hommes à protéger le milieu où ils vivent ».

Les autochtones ont largement ignoré la dernière élection provinciale

Norman Delisle
de la Presse Canadienne

QUÉBEC — Les autochtones du Québec ont boycotté dans une large mesure l'élection provinciale du 25 septembre dernier.

Une compilation de la Presse canadienne indique en effet qu'à peine la moitié des autochtones du Québec se sont inscrits sur les listes électorales pour ce scrutin. Parmi ceux qui étaient inscrits, environ le quart s'est rendu voter.

Certaines nations amérindiennes, comme les Mohawks, boycottent systématiquement le scrutin. Aucun des 5000 Mohawks de Kahnawake n'est inscrit sur la liste électorale du comté de Châteauguay. Même boycottage du scrutin chez la bande d'Akwesasne (Saint-Régis), à cheval sur la frontière entre l'Ontario, le Québec et l'État de New York : personne n'y est inscrit comme électeur dans le comté de Beauharnois-Huntingdon.

« Les chefs de ces bandes ne permettent même pas aux recenseurs d'effectuer leur travail et de dresser

la liste électorale », a expliqué Mme Lise Dallaire, du bureau du Directeur général des élections.

Chez les Amérindiens du nord-ouest québécois, le taux de participation au scrutin a été de 23 % tant chez les Cris que chez les Algonquins.

La compilation détaillée des résultats indiquent que ceux qui ont voté chez les six bandes algonquines ont favorisé les candidats libéraux dans une proportion de trois à un. Toutefois, les 250 Algonquins du Lac-Rapide ont boycotté le scrutin en ne s'inscrivant même pas sur la liste.

Chez les Cris, ceux qui ont voté se sont divisés en parts à peu près égales entre le Parti libéral et le Parti québécois.

Les Attikameks des trois villages de la Haute-Mauricie n'ont voté qu'à 20 %. Les deux principales formations politiques, le PQ et le PLQ, se sont divisées les suffrages exprimés.

Sur la Côte-Nord, l'importante communauté montagnaise a exercé son droit de vote à 30 %. Dans certaines communautés, comme La Romaine, le taux de participation a dépassé les 60 %.

Les Montagnais, du moins ceux qui se sont prévalus de leur droit de vote, ont donné des appuis en nombre équivalent aux deux principaux partis politiques.

Le taux de participation à l'élection a été inférieur chez les Micmacs de Gaspésie. Il faut dire qu'une des deux communautés micmaques, celle de Restigouche, avait eu un affrontement violent avec le gouvernement québécois en 1980 au sujet de la pêche au saumon.

Environ 40 % des membres de la toute petite communauté naskapie de Kawawachikamach, près de Schefferville, se sont présentés aux urnes, principalement pour appuyer le Parti libéral.

C'est dans la même proportion que les Hurons de Wendake (Loretteville) ont voté. Ils ont appuyé majoritairement eux aussi le Parti libéral.

Selon Michel Belleau, porte-parole du Conseil Attikamek-Montagnais (CAM), les communautés amérindiennes membres du CAM sont laissées libres de voter ou non à une élection provinciale. « Ces communautés ne se sentent pas concernées par la politique québécoise; cela ne

les intéresse pas », a dit M. Belleau. Il a souligné cependant que les Montagnais participent depuis quelque temps aux Sommets économiques régionaux organisés par le gouvernement du Québec, ce qui suppose un nouvel intérêt pour les activités gouvernementales.

Au total, il y avait 13 262 Amérindiens inscrits sur les listes électorales le 25 septembre dernier, soit environ un sur deux qui auraient eu droit de l'être. Seulement 3452 (26 %) d'entre eux ont voté.

Le taux de participation dans les villages nordiques a atteint 38 %, alors que 1487 électeurs ont voté sur les 3878 qui étaient inscrits.

On ne peut pas en conclure avec précision toutefois que tous ces électeurs étaient d'origine Inuk car la population des villages nordiques comprend une certaine proportion de Blancs, environ 10 % selon les dernières données gouvernementales disponibles.

Au total, ceux qui ont voté dans les villages nordiques ont donné quelque 200 voix de majorité aux libéraux de Robert Bourassa, soit 847 bulletins à 640.

Les nouveaux c.r.

OTTAWA (PC) — Quelque 35 juristes du pays ont été honorés par le ministre fédéral de la Justice Doug Lewis en recevant le titre de *Conseiller de la reine*.

Ce titre ne confère aucun avantage ni salaire à son détenteur, si ce n'est la permission d'inscrire les initiales c.r. après son nom.

C'est « en reconnaissance de leur dévouement pour le droit et pour son avancement dans notre société », lit-on dans un communiqué émis par le cabinet de M. Lewis.

Parmi les fonctionnaires nommés, on retrouve Me Barbara McIsaac, conseillère légale au contentieux civil du ministère de la Justice, Me Frederick Sparling, directeur de la division des compagnies du ministère des Consommateurs et des sociétés, et Me Brian Dickson, directeur du service juridique du ministère des Affaires extérieures.

Les autres récipiendaires sont : Me Vern Krishna, de la faculté de droit de l'Université d'Ottawa, J. Roger Banford, d'Alma, Yves Bernatchez, de Québec, Alain Bisson, de Hull, David Bonham, de Kingston, Ont., Myriam Bordeleau, de Montréal, Norman Bossé, de Rivière-du-Loup, Nicole Cloutier, Ottawa, Pierre Delisle, Sainte-Foy, T. Anthony Dohm, Whitehorse, T. Robert Flahiff, Montréal, Claude Fontaine, Montréal, Edward Horembala, Whitehorse, Pierre Loiselle, Montréal, James Lyon, Regina, Ian MacGregor, Ottawa, Pierre Mazurette, Jonquière, Pierrette McConomy, Montréal, Gordon McGilton, Montréal, John Milligan, Hull, Richard Mosley, Ottawa, Derek Mullan, Vancouver, René Paquet, Sainte-Foy, Tamara Parschin-Rybin, Ottawa, Katherine Peterson, Yellowknife, Mohan Prabhu, Ottawa, Robert Roddick, Edmonton, Marie-Paule Scott, Hull, David Sellen, Winnipeg, William Teed, St-Jean, N.-B., J. Edward Thompson, Toronto, et Ginette Williams, Ottawa.

L'alphabétisation sera en 1990 le sujet de l'heure en éducation

10 % des Québécois sont analphabètes de base

Jean-Pierre Proulx

L'ALPHABÉTISATION va très probablement devenir le grand sujet de l'heure en éducation en 1990 puisqu'il constitue cette année le thème de l'Année internationale proclamée par les Nations unies.

Au Québec, l'Équipe interrégionale d'alphabétisation, formée des représentants des commissions scolaires et de plusieurs organismes populaires, annonce déjà qu'elle va publier une mensuel : *Alpha Québec 90* pour rendre compte des événements régionaux et internationaux en la matière.

Les organismes publics ou privés, patentés ou populaires, vont à coup sûr envahir les médias pour sensibiliser la population à ce grave problème.

Sans préciser davantage, le gouvernement du Québec a annoncé à l'ouverture de la session, des mesures pour améliorer les programmes d'alphabétisation.

Plus concret, le gouvernement fédéral a fait savoir à la mi-décembre qu'il versera 157 000 \$ pour financer cinq projets d'alphabétisation dans la région de Montréal. Ces programmes sont administrés par Emploi et Immigration Canada, la voie traditionnelle qu'emprunte généralement Ottawa pour intervenir directement en matière d'éducation.

Mais le sujet est déjà dans l'air depuis au moins deux ans. Il a été lancé avec un certain fracas à l'été 1987

par la chaîne Southam News qui a fait mener une grande enquête pour mesurer, par une série de tests directs, la capacité de lire et d'écrire des Canadiens.

L'enquête a révélé que 8 % des adultes sont des « analphabètes de base » et 16 % des « analphabètes fonctionnels ». Les premiers sont totalement ou à peu incapables de lire et d'écrire; les seconds ont des seuils de compétence en deça des normes nécessaires pour fonctionner adéquatement en société. Par exemple, 13 % sont incapables de comprendre la posologie d'un médicament; 37 % n'ont pas réussi à compléter un formulaire simple de demande d'emploi.

D'après cette même enquête, le Québec vient au deuxième rang avec 10 % d'analphabètes de base et 18 % d'analphabètes fonctionnels après Terre-Neuve qui bat tous les records (43 %).

Et d'automne, l'Institut canadien d'éducation des adultes a publié à son tour une étude sur l'analphabétisme au Canada français. À partir du critère de la scolarisation, l'ICÉA a estimé à 6 % le pourcentage de francophones analphabètes de base (c'est à dire comptant moins de cinq ans de scolarité) et à 24 % celui des analphabètes fonctionnels (entre 5 et 8 ans de scolarité).

Mais, on nage ici en pleine controverse. « Il n'existe actuellement aucune définition, ni aucun système de mesure du taux d'alphabétisation qui soient valables pour tous les pays », admet l'UNESCO. Les statistiques

qu'elle publie lui « sont communiquées par des gouvernements dont les critères varient d'un pays à l'autre ».

« Mais on peut dire sans trop risque d'erreur, poursuit l'UNESCO, que l'analphabétisme sous toutes ses formes est particulièrement répandu dans les groupes suivants : élèves ayant quitté l'école sans obtenir de diplôme, minorités ethniques, chômeurs de longue durée et personnes vivant dans les régions ayant un taux de chômage élevé et une population extrêmement défavorisée. Au-delà, c'est l'incertitude ».

L'analphabétisme laisse perplexe car depuis la scolarisation obligatoire on a pris pour acquis que tout le monde savait lire ou écrire. En réalité, note l'UNESCO, les pays industrialisés ont « redécouvert » l'analphabétisme quand il leur a fallu, lors de la première crise économique du début des années 1970, recycler la main-d'œuvre. « On s'est vite aperçu que l'absence de notions élémentaires, notamment en lecture, écriture et calcul, compliquait considérablement la tâche ».

Les spécialistes s'accordent aujourd'hui pour dégager quatre ou cinq causes majeures de l'analphabétisme.

D'abord, une portion significative d'enfants sont atteints de handicaps intellectuels suffisamment importants pour les empêcher d'accéder aux techniques de l'écriture ou de la lecture. Ils vont former une couche « structurelle » d'analphabètes.

En second lieu, un grand nombre d'adultes n'ont pu, dans leur enfance, fréquenter l'école suffisamment longtemps en raison du sous-développement du système scolaire du Québec : en 1956, seulement 57 % des jeunes fréquentaient l'école. Il s'agit donc ici d'un analphabétisme historique.

Le décrochage scolaire paraît un troisième facteur précipitant vers l'analphabétisme. Car on devient analphabète : beaucoup de jeunes désapprennent en effet à lire ou à écrire, comme on oublie une langue étrangère que l'on cesse de parler. Un sondage du MEQ mené à l'automne 1983 a notamment révélé que 15 % des adultes ne lisaient ou n'écrivaient jamais. Or, les décrocheurs sont des candidats particulièrement vulnérables à cet égard dans la mesure où ils accèdent généralement à des emplois non spécialisés qui font peu appel à la lecture ou l'écriture.

Quatrièmement, la pauvreté économique paraît être en lien direct avec l'analphabétisme dans la mesure où elle engendre aussi l'échec scolaire, suivi plus souvent qu'autrement du décrochage, puis du chômage.

Dernier facteur, plus observable à Montréal que dans le reste du Québec : l'arrivée de contingents relativement importants d'immigrants sous-scolarisés qui n'ont pu acquérir de formation de base dans leur pays d'origine en raison de la guerre ou du sous-développement.

Pour l'heure, le gouvernement du Québec dépense environ 25 millions \$ dans la lutte à l'analphabétisme. Cette année, disent les statistiques, 16 478 adultes sont inscrits, à temps partiel, à des activités d'alphabétisation dans les commissions scolaires.

Mais le Québec comptera 1 370 000 d'analphabètes si l'on se fie à l'enquête Southam.

Robert Bourassa en tournée européenne à la fin du mois

QUÉBEC (PC) — Le premier ministre Robert Bourassa effectuera un voyage en Europe du 28 janvier au 4 février.

Accompagné du ministre des Affaires internationales John Ciaccia, le premier ministre se rendra en Allemagne, en Hongrie et en Suisse.

M. Bourassa y rencontrera des dirigeants politiques, des gens d'affaires

et des investisseurs.

Il séjournera dans les villes allemandes de Berlin, Dusseldorf et Francfort, puis se rendra à Budapest où il devra conclure des ententes économiques. M. Bourassa se rendra enfin en Suisse où il doit rencontrer à Genève les négociateurs du GATT. Il complètera sa tournée en Suisse par des arrêts à Zurich et à Davos.

ARRONDISSEMENT CENTRE

Votre
comité-conseil
d'arrondissement

Invitation à participer

Assemblée du 10 janvier 1990, à 19 h
Hôtel de ville
Salle du Conseil
275, rue Notre-Dame Est
(métro: Champ-de-Mars)

Les points suivants sont à l'ordre du jour:

1. Suivi des affaires découlant des assemblées antérieures;
2. Période de questions du public;
3. Période d'information par les membres du comité-conseil;
4. Objets soumis par le Comité exécutif pour avis et recommandations, soit:
 - 4.1 Autorisation d'aménager et d'exploiter un parc de stationnement, pour une période de douze mois, sur un emplacement situé sur le côté nord de l'avenue Robillard, à l'est de la rue Saint-André (district électoral Saint-Jacques);
 - 4.2 Projet de règlement modifiant le règlement 7489 portant approbation du plan de construction et d'occupation pour la phase II de l'Université pavillon de 9 étages à l'angle nord-est du boulevard René-Lévesque et de la rue Saint-Denis (district électoral Ville-Marie);

- 4.3 Projet de règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation d'un bâtiment résidentiel et commercial de 12 étages sur un emplacement situé sur le côté sud du boulevard de Maisonneuve, entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Saint-Dominique (district électoral Ville-Marie);
5. Renseignements sur la politique de déneigement.
6. Période de requêtes et d'échange avec les citoyens et citoyennes.

Il est à noter que si l'assemblée doit être ajournée, la prochaine séance aura lieu le jeudi 11 janvier 1990, à 14 h, au même endroit.

Renseignements:
Bureau ACCÈS MONTRÉAL Centre
872-6395 ou 872-6396

VIVRE,
MONTRÉAL

CARTES D'AFFAIRES

ROBIC, ROBIC & ASSOCIÉS

Fondée en 1892
Agents de brevets d'invention et de marques de commerce
1514, Docteur Penfield, Montréal, Canada, H3G 1X5
Fax: (514) 934-1246
Télex: 05-268656
Tél.: (514) 934-0272

Duplessis avait du sang indien

Bernard Racine
de la Presse Canadienne

QUÉBEC — Non, le premier évêque de Québec Mgr de Laval n'a pas été enterré vivant comme le veut une vieille légende. Oui, Maurice Duplessis descendait d'un Indien.

Ce sont là deux sujets parmi la trentaine de sujets historiques que André Vachon, de la Société royale du Canada, a réunis dans *Ramas*, un livre publié aux Éditions Septentrion, de Sillery.

L'auteur prouve que la vieille légende est fautive. Mgr de Laval est décédé en odeur de sainteté, le 6 mai 1708 et, quelques heures après sa mort, on lui a ouvert la poitrine pour en retirer le cœur, qui a été déposé dans une boîte de plomb et remis aux prêtres du Séminaire comme reliquaire.

M. Vachon a retrouvé au grand séminaire d'Evreux, en France, un document autographe du frère Hubert Houssart, serviteur de Mgr de Laval, et qui dit :

« Partie d'un lingon que j'ai trempé dans la poitrine de Mgr de Laval de Montmorency, premier évêque de Québec, le jour de son décès, lorsqu'on l'ouvrit pour ôter son cœur, le 6e jour de mai 1708. »

Par ailleurs, tout indique que Maurice Duplessis, le fondateur de l'Union nationale, descendait d'un Indien mascoutin, écrit Vachon dans un autre texte.

Il était le fils de Nérée Duplessis et de Marie Genest, petit-fils de Joseph Duplessis et Marie-Louise LeFebvre-Descôteaux et arrière-petit-fils de Joseph Duplessis époux de Rosalie Caron. Ce dernier était le fils d'Isidore Duplessis et de Marie-Emilie Rouette, et petit-fils de Jean-Baptiste, dit Duplessis, et de Françoise Vacher.

Ces derniers se sont mariés en 1740 et leur contrat de mariage mentionne le fait que Jean-Baptiste était né de père et de mère inconnus et que son âge était inconnu. Il semble bien qu'il n'ait pas eu de nom proprement à lui puisqu'il se fait appeler « dit Duplessis ».

On a découvert par ailleurs qu'un jeune esclave indien mascoutin, âgé de trois ans, a été baptisé à Détroit, le 10 juin 1714, qu'il était la propriété de Louis Gastineau dit Duplessis, qui lui avait servi de parrain et qui l'avait nommé Jean-Baptiste.

On a aussi découvert que, plus tard, Jean-Baptiste dit Duplessis a choisi, pour être parrain de son premier enfant, Jean-Baptiste Gastineau, fils de Louis Gastineau dit Duplessis.

« Il est presque certain que l'ancêtre de Maurice Duplessis, époux de Françoise Vacher, et l'esclave de Louis Gastineau furent un seul et même homme. Indien pur sang ou métissé ? Cela est une autre question », écrit M. Nadeau qui ajoute que les deux Gastineau dont il est question ont tous deux eu des enfants naturels avec des Indiennes.

Le titre de son livre, *Ramas*, est emprunté à certaines Relations des Jésuites de la Nouvelle-France, dont le dernier chapitre est intitulé « Ramas de diverses choses ».



L'homme d'affaires québécois Raymond Malenfant semble prendre beaucoup de plaisir à jouer avec ce premier gobe-sous légal au Canada.

Le Manitoba s'attend à des profits de 10 millions \$ avec son nouveau casino

WINNIPEG (PC) — « Faites vos jeux, rien ne va plus. » On se serait cru à Monte Carlo, mais c'est à Winnipeg, dans le luxueux hôtel Fort Garry rénové par l'homme d'affaires Raymond Malenfant, qu'on a donné hier soir le premier coup de roulette dans le nouveau Crystal Casino.

Lors d'une conférence de presse, tenue peu avant l'ouverture prévue pour 18 h hier soir, le ministre des Loteries du Manitoba, Bonnie Mitchelson, a présidé à l'inauguration du Crystal Casino, construit dans un style européen au coût de 5 millions \$.

« L'ambiance de fête qui règne à l'Hôtel Fort Garry de même que l'atmosphère calme et détendue de la salle de jeu donnent au casino une apparence attrayante et un cachet européen bien particulier », a dit M. Mitchelson, installé au beau milieu des tables de jeu et des chandeliers de la somptueuse Crystal Room.

La Crystal Room est la salle de bal de cet ancien hôtel ferroviaire construit il y a 76 ans, et qui vient d'être rénové.

Le chic casino sera ouvert toute l'année. Il comprend 175 machines à sous et des tables pour jouer au baccara, au blackjack et à la boule — un jeu de roulette français que le casino se vante d'être le premier à offrir en Amérique du Nord.

Le gouvernement manitobain prévoit que le casino réalisera

des profits annuels de l'ordre de 10 millions \$. Cet argent servira à financer les projets spéciaux du gouvernement en matière de soins de santé.

Le Crystal Casino vient remplacer un casino semblable mais moins important, qui était en opération depuis cinq ans au Centre des congrès de Winnipeg.

L'ancien casino rapportait environ 3,5 millions \$ chaque année, mais il n'opérait que 90 jours par année, n'était pas équipé de machines à sous, n'avait pas de politique vestimentaire et était critiqué par tous. On le disait mal fréquenté.

Le propriétaire de l'Hôtel Fort Garry est le controversé homme d'affaires québécois Raymond Malenfant, devenu célèbre après une longue lutte syndicale qui l'a opposé aux employés du Manoir Richelieu, affiliés à la CSN.

Le fils de Raymond Malenfant, Alain, a déclaré hier que la présence du casino dans l'hôtel allait grandement contribuer à la prospérité de l'établissement que son père a acheté pour moins de 2 millions \$ en octobre 1987.

Le gouvernement provincial a dépensé 5 millions \$ dans la rénovation et la décoration du septième étage (où est situé le casino), et versera au propriétaire un loyer annuel de 150 000 \$ au cours des cinq prochaines années du bail.

La Cour donne espoir aux inondés du 14 juillet

Des Terre-Neuviens ont été dédommagés dans une cause contre la ville de Saint-Jean

Isabelle Paré

UN RÉCENT jugement de la Cour suprême pourrait bien influencer les recours intentés par des milliers d'inondés du 14 juillet contre la Ville et forcer Montréal à payer une note vertigineuse.

Dans une décision unanime rendue le 7 décembre dernier, les six juges de la Cour suprême ont élargi passablement la responsabilité des pouvoirs publics en tenant responsable la ville de Saint-Jean, Terre-Neuve, pour les dommages causés à la résidence de citoyens lors d'une pluie torrentielle semblable à celle qui s'est abattue sur Montréal le 14 juillet 1987.

Dans cette cause, le plus haut tribunal du pays a statué que la ville « avait l'obligation de construire et d'exploiter le système (d'égoûts) en se conformant strictement aux droits des particuliers » et se doit par conséquent de réparer les torts causés aux requérants.

Dans cette affaire, Neil et Linda Tock, résidents de Saint-Jean, réclamaient 13 456 \$ de la St-John's Metropolitan Area Board pour les avaries causées à leur sous-sol lors de pluies diluviennes survenues le 10 octobre 1981. Même si aucune négligence n'a été démontrée du côté de la Ville, dont le système d'égoûts respectait les normes de la province, les juges ont conclu que les villes ne pouvaient être à l'abri de poursuites pour la simple raison que les catastrophes

sont inévitables.

« En se concentrant principalement sur le caractère inévitable, comme certains tribunaux l'ont fait dans les décisions plus récentes, on risque de restreindre indûment le droit des particuliers de se faire indemniser pour le dommage causé par l'organisme public qui n'a pas suffisamment tenu compte des droits des particuliers en décidant comment et où seront offerts des services publics », note la Cour suprême.

Pour Montréal, cette décision pourrait vouloir dire le dédommagement d'environ 5000 plaignants qui ont entrepris des démarches judiciaires collectives ou individuelles s'élevant à près de 500 millions \$ à la suite du déluge.

Selon Me Irwin Liebman, l'avocat qui pilote le recours collectif entrepris par près de 5000 ménages, cette décision de la Cour suprême vient donner beaucoup de poids aux prétentions des victimes.

« La Cour a jugé que le caractère exceptionnel de cette pluie n'était pas une défense pour la ville de St. John's. Chose certaine, ça va sûrement influencer la Cour d'appel à accepter notre cause », soutient Me Liebman.

Le 4 juillet 1988, le juge André Forget de la Cour supérieure rejetait la demande de recours collectif présentée par ce groupe de citoyens, mais Me Liebman portait la cause devant la Cour d'appel. Cette dernière instance doit entendre la question de l'autorisation au cours du mois de

mai. Même si la Cour d'appel autorise ce recours collectif, les actions directes ne seront pas plaidées avant un an en Cour supérieure, a expliqué Me Liebman.

Moralement, la Cour supérieure peut difficilement ignorer une décision unanime du plus haut tribunal du pays. Peut-on traiter différemment les citoyens de Montréal de ceux de Terre-Neuve, de Toronto ou d'ailleurs ? », s'interroge l'avocat des demandeurs.

Du côté de la Ville de Montréal, on concède que le jugement « pourrait » avoir une certaine influence. « Il faut voir de quelle quantité de pluie il est question. À mon avis, le 14 juillet était un événement tellement exceptionnel qu'on ne peut le comparer à ce qui s'est passé à Terre-Neuve. On croit toujours que le recours collectif ne sera pas accordé et qu'il y a moyen de plaider en défense le caractère exceptionnel », affirme Me Ginette Séguin, avocate responsable de l'équipe de la responsabilité civile.

Par ailleurs, les différences entre la loi québécoise et la loi terre-neuvienne autorisant et délimitant l'obligation des villes à construire des égouts pourraient restreindre l'application de ce jugement au cas de Montréal.

À l'heure actuelle, 525 actions individuelles s'élevant à 32 millions \$ sont à l'étude au service du contentieux de la Ville de Montréal et un recours collectif dont le total des réclamations s'élève à près de 500 millions \$.

R.-C. laisse aller Lance et Compte

PC) — La Société Radio-Canada a décidé de ne pas en appeler de la décision de la Cour supérieure du Québec autorisant le producteur Claude Héroux à vendre de nouveaux épisodes de la série *Lance et Compte à Télé-Métropole*.

La direction de la télévision d'État a fait part de sa décision, hier, en précisant qu'elle aurait pu porter en appel ce jugement qui va dans le sens contraire du consensus de l'industrie de la production, mais qu'elle était « soucieuse de ne pas priver les téléspectateurs des téléfilms issus de la série ».

Selon un porte-parole de Radio-Canada, le jugement conclut que la clause 7 du contrat liant les deux parties lui confère les droits sur des épisodes subséquents, mais que les téléfilms, dont la cour a lu les scénarios ne sont pas des épisodes mais des oeuvres en elles-mêmes.

Au lieu de poursuivre une bataille

juridique, Radio-Canada a plutôt décidé de corriger par l'avenir les lacunes du contrat actuel utilisé avec les producteurs afin d'éviter qu'un autre télédiffuseur ne puisse s'approprier le fruit d'une collaboration entre la société d'État et un producteur. Radio-Canada refuse d'envisager que des émissions subséquentes de n'importe quelle série, construites autour de la même trame de fond, ayant recours aux mêmes éléments stables (comédiens, thème musical, générique, etc.) et aux mêmes types de mise en situation puissent s'inscrire en marge d'une telle série.

Le producteur Claude Héroux a déjà indiqué au début de décembre que le tournage des séries pourrait commencer en avril ou en mai, sous la direction du réalisateur Richard Martin, et que les téléfilms seraient prêts pour diffusion à l'automne 1990.

Les téléfilms d'une durée de 90 minutes seront centrés sur les personnages principaux des trois téléseries : Pierre Lambert (interprété par Carl Marotte), Gilles Guilbeault (Michel Forget), Jacques Mercier (Yvan Ponton), Linda Hébert (Sylvie Bourque), Lulu (Denis Bouchard), Marc Gagnon (Marc Messier) et Dany Ross (Roch Voisine).

50 femmes professeurs demandées

OTTAWA (PC) — L'université d'Ottawa embauchera 50 femmes à des postes de professeurs au cours des trois prochaines années. Dans le cadre de son nouveau programme d'équité en emploi, elle engagera aussi un nombre accru de membres de minorités visibles, d'autochtones et de personnes handicapées.

Mme Susan Mann-Trofimenkoff, la vice-rectrice aux affaires académiques, a expliqué que le programme d'embauche constitue la réponse de l'institution à la loi fédérale sur l'équité en emploi, mais qu'il découle aussi d'une « conviction interne ».

La loi fédérale oblige les entrepri-

ses soumises à la réglementation fédérale, comptant plus de 100 employés, comme les banques et les télécommunications, à promouvoir l'embauche de femmes, des autochtones, des personnes handicapées et des membres de groupes minoritaires visibles.

Se félicitant de la mesure, le président de l'association des professeurs, M. John Hill, a estimé que l'université n'aurait aucune difficulté à recruter des candidates, puisque le nombre de femmes qui complètent leurs études de doctorat est beaucoup plus élevé aujourd'hui qu'il y a 10 ans.

La Saskatchewan n'arrêtera pas les travaux d'un barrage pendant une enquête environnementale

d'après CP

REGINA — Le premier ministre Grant Devine a déclaré hier que sa province irait de l'avant dans la construction du barrage Rafferty-Alameda (sud-est de la Saskatchewan) malgré un arrêt de tribunal décrétant une révision complète du projet par le fédéral.

M. Devine s'est dit persuadé, hier, que le projet de barrage était l'un des plus sûrs « dans l'histoire canadienne », quant aux répercussions sur l'environnement.

Jeudi, la Cour fédérale du Canada a rendu un jugement autorisant la poursuite des travaux à Rafferty-Alameda, mais des leaders politiques de Saskatchewan et des groupes intéressés à l'environnement ont exigé que les travaux cessent immédiatement. La Cour, dans la partie la plus importante de sa décision, donne un délai de 30 jours à Ottawa pour constituer un nouveau panel dont le mandat sera d'étudier en profondeur les retombées environnementales de ce barrage, sinon le per-

mis de construire émis par le fédéral serait annulé.

Le ministre fédéral de l'Environnement, M. Lucien Bouchard, a fait savoir hier par un adjoint qu'il se donnait quelque temps pour étudier le jugement, ce qui veut dire que l'on ne saura que la semaine prochaine si Ottawa en appelle de la décision de la Cour fédérale. Quant au gouvernement manitobain, il a exprimé hier le souhait d'être entendu par le comité de révision. La rivière Souris, sur laquelle le barrage est en voie de

construction, coule aussi au Nord-Dakota (É.-U.) et au Manitoba.

À noter qu'une première contestation de l'autorisation accordée par Ottawa pour construire le barrage avait été menée par des fermiers et par la Fédération canadienne de la faune. Un tribunal avait alors rescindé ce permis de construction le 1er avril; le fédéral avait restauré le permis le 31 août après avoir tenu des séances publiques sur le sujet controversé.

Les températures moyennes n'ont pas varié depuis 40 ans

(PC) — L'effet de serre ne se fait pas encore sentir dans la région de Montréal.

Des données rendues publiques hier par Environnement Canada révèlent que les températures moyennes n'y ont pas vraiment varié depuis les années 40.

Au cours de la décennie qui se termine, la température moyenne quo-

tidienne a été de 6,3 C dans la région de Montréal, un niveau légèrement inférieur à la moyenne des 30 années précédentes qui se situait à 6,5 C.

La moyenne des températures maximales au cours de la même période a été de 11,2 C, soit 0,1 C au-dessus de la normale, alors que celle des températures minimales était de 1,4 C, 0,4 C sous la normale.

Selon Environnement Canada, l'anomalie la plus significative des dix dernières années a été le déficit en neige.

Il en est tombée en moyenne 189,2 centimètres par année durant les années 80, alors que la moyenne des trente années précédentes était de 235,1 centimètres.

Certains records ont aussi été battus au cours de cette décennie. Fé-

vrier 1981 fut le plus chaud de l'histoire alors que l'hiver 1979-80 fut celui où on enregistra la plus faible précipitation de neige avec 93 centimètres à peine.

Enfin, un autre record a été établi à la toute fin de la décennie. Décembre 1989 aura en effet été le plus froid de l'histoire de Montréal, reléguant aux oubliettes décembre 1980.

auberge HANDFIELD

ST-MARC-SUR-RICHELIEU
QUÉBEC, CANADA J0L 2E0
Sortie 112, Route 20
32 kilomètres de Montréal

Occupation simple à compter de **47\$**

- 50 chambres
- Salle de réunion
- Repas gastronomiques
- Tarifs pour groupes
- Forfaits-vacances

RESERVATIONS: (514) 584-2226

diffusion stephanie bis

MONSIEUR • MADAME

75%

LIQUIDATION TOTALE

TOUTE OFFRE RAISONNABLE SERA ACCEPTÉE

1110, rue Laurier Ouest
2030, rue Crescent

270-7797
844-0063

Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

IL EST ENCORE TEMPS...

INSCRIPTION HIVER 1990

Séances spéciales d'inscription en personne. Vous pouvez vous inscrire dans les cours où il reste des places disponibles. Priorité aux premiers arrivés.

Rendez-vous avec une copie de votre dossier scolaire (bulletins, diplômes, grades) et d'une pièce d'identité indiquant votre date de naissance

les 3, 4 JANVIER
ENTRE 17H ET 20H SEULEMENT

au Pavillon 3200, rue Jean-Brillant, cafétéria du 2^e étage
Téléphone: 343-6090 ou
Extérieur: 1-800-363-8876 (sans frais)

APPRENDRE POUR AGIR

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE



Une Palestinienne est arrêtée à Jérusalem.

La police israélienne disperse 4000 femmes

JÉRUSALEM (Reuter) — Plus de 4000 femmes vêtues de noir ont organisé hier à Jérusalem la plus grande manifestation en faveur de la paix réunissant à la fois des Israéliennes et des Palestiniennes. À la fin du défilé, des heurts ont opposé manifestantes et policiers. Selon un porte-parole de la police, celle-ci a procédé à 16 arrestations après que des Palestiniennes eurent brandi un drapeau palestinien, interdit par les autorités israéliennes. Des Israéliennes et des étrangères

étaient parties de Jérusalem-Ouest, où la population est en grande majorité juive, et avaient rejoint les Palestiniennes au pied des ramparts de la vieille ville de Jérusalem-Est. Puis les manifestantes sont allées au Centre culturel arabe, à Jérusalem-Est. Cette manifestation avait été organisée par des militants pacifistes palestiniens, israéliens et européens. Elle s'inscrivait dans le cadre d'un rassemblement intitulé « 1990 : le temps de la paix » organisé à l'initiative de groupes européens.

Campagne contre l'extrême-droite en Allemagne de l'Est

BERLIN-EST (AFP) — La police, le parquet général, l'armée et la table ronde rassemblant partis gouvernementaux et d'opposition est-allemands ont lancé presque simultanément mercredi et jeudi à Berlin-Est des appels à la vigilance contre les activités d'extrême-droite et néonazies en progression inquiétante selon eux en RDA.

Le département principal de la police criminelle du ministère de l'Intérieur, dans un rapport remis jeudi à la presse, a estimé que les délits des « néo-fascistes » en cette période de transition « en raison des divisions des protagonistes politiques » et que l'extrême-droite nationaliste risque d'apparaître comme un recours.

La police est-allemande estime que des petits groupes avaient commencé à se constituer dès avant octobre 1989 et évoque la possibilité de leur regroupement au sein d'un mouvement des Républicains directement inspiré des Républicains ouest-allemands de M. Franz Schoenhuber, un parti « pour lequel il est fait de la propagande depuis 1988 en RDA ». M. Schoenhuber avait annoncé il y a quelques semaines son intention de se rendre en RDA, laissant entendre qu'il pourrait y fonder un parti sur le modèle du sien.

Selon les observateurs, ce rapport pourrait annoncer de prochaines mesures visant à empêcher la formation de mouvements extrémistes de droite.

La police répond en effet directement à l'inquiétude exprimée mercredi par les seize partis et organisations représentés à la table ronde sur l'avenir de la RDA : ils avaient demandé aux autorités d'intervenir fermement pour faire cesser les activités d'extrême-droite.

Le porte-parole du parquet général de RDA, M. Peter Przybylski, a indiqué lui aussi jeudi, selon l'agence ADN, qu'« on ne peut manquer de constater une présence latente de la pensée nazi et de l'hostilité aux étrangers en RDA, même si l'existence de structures néo-nazies n'a encore pu être démontrée ». « Une grande vigilance est requise du fait

de l'ouverture des frontières avec la RFA et Berlin-Ouest », a ajouté M. Przybylski.

Au sein de l'Armée nationale populaire (VNA), l'escadron de pilotes de chasse Heinrich Rau s'est adressé à la Chambre du peuple pour demander que soit « étendue et précisée l'application de l'article 6 de la Constitution est-allemande », qui fait devoir au pouvoir en RDA « d'éliminer le militarisme allemand et le nazisme sur son territoire ». L'unité Heinrich Rau demande l'interdiction des groupes nazis et nationalistes en RDA.

En 1988, selon le parquet, 185 personnes avaient fait l'objet d'enquêtes sous le soupçon d'activités délictueuses néo-nazies, et 296 en 1989, soit une progression de plus de 50 % en un an.

Avant le changement de pouvoir en octobre-novembre, les autorités ne reconnaissaient qu'à peine l'existence dans le pays de menées néofascistes et les responsables de la STASI (sécurité d'État aujourd'hui dissoute) les passaient parfois sous silence dans leurs statistiques annuelles, en raison du fondement antifasciste de la RDA.

Selon la police, les nouveaux extrémistes de droite, dont le développement est observé depuis le début des années 80, se recrutent parmi les 15-35 ans, et sont des frustrés du malaise social frappant la RDA depuis cette époque. Leurs premières cibles sont « les punks, les nouveaux milieux de la musique et de la mode, les homosexuels, les étrangers à peau sombre, les Vietnamiens, les membres d'organes armés et les citoyens portant l'emblème du SED (PC est-allemand) ».

Sous le titre « Doivent-ils continuer à avancer, jusqu'à ce que tout tombe en ruines », *Junge Welt*, journal de l'organisation de jeunesse du Parti communiste, FDJ, a publié jeudi sous le couvert de l'anonymat une longue interview d'un spécialiste des problèmes d'associativité criminelle dans la société est-allemande, dénombrant un certain nombre d'actes antisémites, antipolonais et racistes.

LE MONDE EN BREF

Congrès du PC bulgare

SOFIA (Reuter) — Le Parti communiste bulgare (PCB) a annoncé hier qu'il se réunirait en congrès extraordinaire le 30 janvier pour élaborer une réponse aux activités croissantes des mouvements d'opposition et aux revendications en faveur des réformes. Le Comité central de la formation a en outre accepté l'idée de la formation d'un gouvernement de large coalition et condamné la campagne d'assimilation forcée de la minorité turque du pays menée sous Todor Jivkov, l'ancien numéro un limogé le mois dernier après 35 ans de pouvoir. Présentant à la presse les résultats du plénum du CC, Andrei Loukanov, membre du politburo, a annoncé que le congrès de janvier devrait permettre de revitaliser le parti en insufflant du sang neuf aux divers niveaux de responsabilité. Depuis que Petar Mladenov a succédé à Jivkov, le PCB a renoncé à son rôle dirigeant et promis des élections libres avant le mois de juin.

Juan Ponce Enrile cité à comparaître

MANILLE (AFP) — Le leader de l'opposition de droite Juan Ponce Enrile a reçu une citation à comparaître pour être interrogé sur son éventuelle implication dans la dernière tentative de coup d'État contre le président Corazon Aquino, a annoncé hier le procureur de la république. Des citations à comparaître ont été délivrées également à l'encontre de l'ancien ministre de l'Énergie Geronimo Velasco et d'un conseiller municipal, à la suite de la tentative de coup d'État, du 1er au 9 décembre, qui a fait 119 morts et plus de 500 blessés. Les trois hommes devront subir un interrogatoire, le 12 janvier prochain, à la suite du témoignage de trois serveurs sur une réception au domicile de M. Enrile au plus fort de la rébellion, à laquelle auraient assistés le principal instigateur présumé du putsch manqué, l'ancien colonel Gregorio Honasan, et nombre de soldats rebelles. Mme Aquino a mis en cause publiquement M. Enrile. Ce dernier, ministre de la Défense pendant 20 ans sous l'ancien dictateur Ferdinand Marcos, a admis qu'une réception avait eu lieu à sa résidence durant le putsch avorté, mais a nié être impliqué dans cette tentative de coup d'État et avoir rencontré ses acteurs. Selon les autorités militaires, 1800 participants à la tentative de coup d'État ont été arrêtés, y compris quatre officiers généraux. Quinze des principaux responsables seront traduits en cour martiale au début de l'année, selon la présidente Corazon Aquino. Un millier de militaires sont en fuite.

Arrestation d'un trafiquant de drogue

BOGOTA (AFP) — Le numéro cinq du Cartel de Medellín, Jose Ocampo, a été arrêté hier avec cinq de ses gardes du corps dans la région d'Uraba, à l'extrême nord-est de la Colombie, a annoncé le corps de police d'élite chargé de la lutte contre les trafiquants dans le pays. L'arrestation d'Ocampo a eu lieu dans une propriété proche du village de Necocli, dans la province d'Antioquia. 80 % de la cocaïne exportée vers les États-Unis transiterait par Antioquia, selon les services de lutte anti-drogue américains (DEA). Ocampo doit être transféré à Bogota. Selon la police colombienne, Ocampo serait devenu le numéro cinq du Cartel après la mort de Gonzalo Rodriguez Gacha abattu par les forces de l'ordre à la mi-décembre aux environs de Tolu, un village situé à 800 km au nord de Bogota.

Les Tibétains seraient chinois

PÉKIN (AFP) — Des scientifiques chinois se sont livrés à des expériences en laboratoire pour tenter de prouver l'appartenance à la race Han (chinoise) des Tibétains, a révélé hier l'agence Chine Nouvelle. Des « experts » de l'Institut de pédiatrie de Pékin ont ainsi « découvert des similarités génétiques entre les Tibétains et la majorité Han », selon l'agence officielle. Les scientifiques en ont conclu que les Tibétains font partie de la nation chinoise, ce peuple « descendant d'immigrants chinois venus des provinces du nord-ouest du Gansu et du Qinghai ». Ces deux provinces étaient incluses pour tout ou partie dans le grand Tibet avant l'entrée des troupes communistes au Tibet en 1950, relèvent les observateurs. Autre découverte des scientifiques chinois : les antigènes des globules blancs du sang tibétain sont différents de ceux des Népalais et des Indiens. Les intentions politiques de ces expériences scientifiques sont ouvertement soulignées par l'agence officielle qui relève « qu'en dépit de fortes évidences historiques » qui font du Tibet un territoire chinois, « un petit nombre de séparatistes tibétains » revendiquent l'indépendance et considèrent n'avoir aucune relation consanguine avec les Chinois. Selon la plupart des historiens, les Tibétains sont issus d'une race voisine des Mongols, mais leurs origine exactes sont encore mal définies.

Appel à l'aide d'un chef moudjahidin

ISLAMABAD (Reuter) — Un des chefs rebelles afghans de l'intérieur, le commandant Aryanpur, a lancé hier un appel en faveur d'une aide internationale d'urgence pour sauver des enfants qui meurent de faim et de froid dans le nord du pays. Cité par l'agence de presse des moudjahidin, Midia, il a déclaré que tout le nord-est de l'Afghanistan souffrait d'une vague de sécheresse sans précédent compliquée par un des hivers les plus rigoureux depuis longtemps. Aryanpur, qui réclame une aide matérielle et financière d'urgence, a indiqué que la province de Badakshan était particulièrement affectée par les pénuries alimentaires et que la situation y empirait chaque jour. « Un certain nombre d'enfants sont morts de malnutrition et de froid en tentant de gagner d'autres provinces pour se mettre à l'abri et se nourrir », a-t-il dit.

MUSIQUE CLASSIQUE

CE SOIR, SAMEDI 30 DÉCEMBRE

LA PETITE MUSIQUE DE NUIT DE
CIEL MF
PRÉSENTE À 22:00

- Extraits de la première prod. de la musique de table (Telemann)
- Sinfonias pour cordes RV 132 et 131 (Vivaldi)
- Suites 1 et 2 de Carmen (Bizet)
- Concerto pour flûte no. 2 en ré (Devienna)
- 3ème entracte de Rosamunde (Schubert)

DEMAIN SOIR, 22:00

• Pas de C.C.

ciel 98.3

RENSEIGNEMENTS: 527-8321

LE DEVOIR

Renseignements.....(514) 844-3361

Administration.....(514) 844-3361

Rédaction.....(514) 842-9628

Annonces classées.....(514) 286-1200

Publicité.....(514) 842-9645
numéro sans frais.....1-800-363-0305

LES BUREAUX DU
DEVOIR SONT
OUVERTS DU LUNDI
AU VENDREDI
DE 9H00 À 16H30

Abonnements

Les numéros de téléphone suivants sont valables pour le service de livraison par camelot. Pour les abonnements postaux, contactez le (514) 844-7457

Montréal.....	(514) 332-3891 ou (514) 844-5738
Québec.....	(418) 845-2080
Extérieur — Indicatif 514.....	1-800-361-6059
Indicatif 418.....	1-800-463-4747
Indicatif 819.....	1-800-361-5699
Indicatif 613.....	1-800-361-5699

MAISONS D'ENSEIGNEMENTS
Pour annoncer sous cette rubrique
contactez *Christiane Legault* au 842-9645
ou sans frais 1-800-363-0305

VICTORIN

MARIE-



MOI,
J'ÉTUDIE EN
PREMIÈRE
CLASSE!

Avec des profs qui s'intéressent vraiment à nous, avec des programmes d'études variés et des résidences sur le campus, Marie-Vic est vraiment la première classe des collèges!

Moi, je voudrais recevoir plus d'information sur la première classe des collèges...

Nom: _____
Adresse: _____
Code postal: _____ Tél: _____

Sciences de la nature • Sciences humaines et administratives • Lettres • Arts plastiques • Musique • Informatique • Techniques administratives • Techniques du vêtement masculin et féminin • Techniques d'éducation en services de garde • Techniques d'éducation spécialisée

Notre prospectus et notre vidéocassette explicatifs sont aussi disponibles chez votre conseiller d'orientation ou chez votre professeur d'Éducation au choix de carrière.

Faites parvenir à l'adresse suivante:
Service des Admissions et des dossiers
Collège Marie-Victorin, 7000, rue Marie-Victorin
Montréal (Québec) H1C 2J6

Chamorro est menacée de mort

MANAGUA (Reuter) — Violetta Chamorro, la candidate de l'opposition à l'élection présidentielle de février au Nicaragua, a annoncé hier avoir reçu des menaces de mort qu'elle a liées à la mise en garde du gouvernement à tous les partisans d'une intervention militaire américaine dans le pays.

Elle a affirmé que plusieurs correspondants anonymes l'avaient appelée jeudi pour la menacer de mort. « Ils s'appuyaient sur le communiqué du ministère de la Défense qui justifie pratiquement tous les actes violents et aveugles contre ceux qui luttent pour la démocratie dans le pays », a déclaré Chamorro.

Dans ce communiqué, le ministère nicaraguayen de la Défense avait affirmé que, en cas d'intervention américaine contre le Nicaragua à l'instar des événements du Panama, les forces de sécurité exécuteraient toute personne apportant son soutien aux envahisseurs.

Garavou vous dit:

ATTENTION!

CSST

LIRE

VOIR

ÉCOUTER EN ALLEMAND

C'est facile!

AVEC LE
GOETHE-INSITUT MONTREAL

COURS D'AUTOMNE
du 11 septembre au 21 décembre

Mini-cours pour débutants:
du 6 oct. au 25 nov.

Cours de théâtre:
du 18 oct. au 8 déc.

Renseignements: 499-0918

GOETHE-INSITUT

418, rue Sherbrooke est
(Métro Sherbrooke)

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Liban Aoun reporte ses élections

BEYROUTH (AFP) — Le général libanais Michel Aoun a annoncé, hier, son intention de reporter temporairement les élections législatives qu'il avait prévues pour le 7 janvier, après sa décision, contestée, de dissoudre le Parlement.

Dans une conférence de presse au palais présidentiel de Baabda, à l'est de Beyrouth, le général Aoun a expliqué que « les régions occupées n'avaient pas pu répondre à son appel » et qu'il ne voulait pas « être accusé d'oeuvrer à la partition du Liban ».

Il a en outre dit « que ce report ne pouvait être que temporaire et qu'il demanderait une supervision de l'ONU » pour la tenue du scrutin.

Le général Aoun avait dissous le 4 novembre le Parlement libanais, reprochant aux députés d'avoir approuvé l'accord de Taef qui, selon lui, constitue un acte de reddition à la Syrie.

Sa décision a été contestée par la majorité des forces politiques au Liban et par des juristes pour qui le gouvernement transitoire du général Aoun n'était pas compétent pour prendre une telle décision.

Le général Aoun a été destitué, début décembre, de son poste de commandant en chef de l'armée par le président Elias Hraoui. Ce dernier a été élu par les députés le 24 novembre, mais le général Aoun ne reconnaît pas son autorité.

Le général Aoun a également annoncé qu'une journée de solidarité avec les Libanais emprisonnés en Syrie sera organisée prochainement. Il a invité les familles à lui faire connaître les cas des personnes incarcérées pour soumettre des listes aux organisations internationales compétentes.

Le général Aoun a par ailleurs violemment critiqué la déclaration récente du Conseil de sécurité de l'ONU sur le Liban, qu'il a qualifiée d'ingérence dans les affaires internes du Liban. « Cette déclaration ne contient pas une invitation aux forces étrangères à se retirer alors que le devoir du Conseil est de résoudre les problèmes entre les États et non de s'occuper des élections dans un pays », a-t-il dit.

Le Conseil de sécurité s'est félicité, mercredi, de l'élection de M. Hraoui et a appelé « toutes les personnalités libanaises, civiles ou militaires, à apporter leur soutien au président ».

Le général Aoun, qui exige le retrait des 35 000 soldats syriens stationnés sur les deux tiers du territoire libanais, a affirmé « être prêt à recevoir un émissaire syrien, mais pas à se rendre à Damas, pour discuter de ce retrait et établir des relations naturelles » entre le Liban et la Syrie.

Il a également déclaré que le retrait de l'armée israélienne, qui occupe une bande de 850 km carrés au Liban sud, doit être examinée à la lumière des accords d'armistice de 1949 et de la résolution 425 de l'ONU. Celle-ci demande le retrait d'Israël et crée la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) chargée d'aider le gouvernement libanais à restaurer son autorité dans la région.

Une manifestation hostile au général Aoun s'est déroulée hier après-midi à Amioun, une localité chrétienne du Liban nord sous contrôle syrien, à l'appel d'une formation proche de Damas.

Près d'une dizaine de milliers de personnes, selon le correspondant de l'AFP, avaient répondu à l'invitation du Parti social national syrien (PSNS, parti libanais prônant l'union de la Grande Syrie — branche de M. Issam Mahayri), et scandé des slogans hostiles au général Aoun.

Par ailleurs, les affrontements au Liban sud entre le mouvement pro-syrien Amal et le Hezbollah pro-iranien ont gagné en intensité hier après-midi, après le départ de Beyrouth d'un émissaire iranien qui avait appelé à un cessez-le-feu.

Le Hezbollah a accusé Amal d'avoir violemment bombardé les quatre localités qu'il contrôle dans la région de l'Iqlim at-Touffah, à une quinzaine de kilomètres à l'est de Sada, faisant quatre tués et trois blessés parmi les civils.



Vaclav Havel a prêté serment hier au Parlement tchécoslovaque.

Tchécoslovaquie Havel devient président

PRAGUE (AFP) — Le dramaturge tchèque Vaclav Havel a été élu à l'unanimité, hier matin, président de la République tchécoslovaque par les députés réunis au Château de Prague, siège de la présidence de la République.

Le principal dirigeant de la « révolution de velours » démocratique qui secoue la Tchécoslovaquie depuis le 17 novembre dernier est ainsi devenu le neuvième président de la République depuis la création de la Tchécoslovaquie, le 28 octobre 1918.

La candidature de M. Havel (53 ans), qui était le seul à briguer la présidence, avait été présentée par le premier ministre tchécoslovaque, Marian Calfa (communiste), « conformément à la volonté du peuple et des représentants des principales forces politiques du pays, ainsi qu'en accord avec (sa) propre conviction la plus profonde ».

« Votre voix pour M. Vaclav Havel est une voix pour assurer les droits de l'Homme pour tous dans notre pays. C'est une voix pour une vie plus digne et plus riche du peuple de notre chère patrie », avait déclaré M. Calfa juste avant l'élection.

« M. Vaclav Havel est aujourd'hui le citoyen de notre pays qui jouit de la plus grande autorité internationale », a affirmé le chef du gouvernement.

Il faut l'élire afin d'« empêcher une crise constitutionnelle et sociale », avait souligné le premier ministre devant les députés réunis dans la salle gothique Vladislav du Château de Prague.

Lors de sa première allocution publique après son élection, hier, le nouveau président Havel s'est engagé à ne pas décevoir la confiance de ses concitoyens.

M. Havel est apparu au balcon de la présidence à Prague, aux côtés sa femme Olga.

« Chers amis, il y a quelques instants j'ai été élu à l'unanimité président de notre République par l'Assemblée fédérale. Je remercie tous les Tchèques et Slovaques, et membres des autres nationalités, pour votre soutien. Je vous promets de ne pas décevoir votre confiance, et de mener ce pays aux élections libres », a déclaré M. Havel.

« Vive Havel », « Vive le président », « Ca y est, ça y est », ont crié les milliers de personnes massées dans la grande cour située entre la présidence et la cathédrale Saint-Guy de Prague. La foule a longuement ovationné le nouveau président, en agitant des drapeaux tricolores tchécoslovaques.

Immédiatement après sa brève allocution, M. Havel s'est rendu à pied à la cathédrale toute proche, où il a reçu la bénédiction du cardinal-archevêque de Prague, Mgr Frantisek Tomasek.

De la dissidence à la présidence

PRAGUE (Reuter) — Le dramaturge Vaclav Havel, 53 ans, nommé hier à la présidence de l'État tchécoslovaque, est l'un des représentants les plus marquants de la dissidence qui avait engagé la lutte en faveur de la démocratie avant même le Printemps de Prague de 1968.

Havel a été libéré le 17 mai dernier après être resté quatre mois en prison pour sa participation à une commémoration interdite du suicide de l'étudiant Jan Palach, qui s'était immolé par le feu afin de protester contre l'invasion de son pays par les chars soviétiques en août 1968.

Une quarantaine d'opposants tchécoslovaques et polonais avaient proposé la candidature de Havel au prix Nobel de la Paix 1989 dans une lettre adressée en avril au Comité Nobel en Norvège.

Ils rendaient hommage à l'engagement du dramaturge au sein du mouvement tchécoslovaque des droits de l'homme Charte 77, dont il est l'un des fondateurs, et à sa contribution personnelle en faveur de la justice, de la paix et des opprimés.

Déjà emprisonné pendant cinq ans pour subversion en 1979, Havel avait été libéré en raison de son état de santé, après de multiples appels lancés par les intellectuels du monde entier.

Ses pièces, interdites en Tchécoslovaquie, ont été saluées par la critique à New York, Paris, Londres et Vienne. Il s'est acquis auprès de ses compatriotes une estime comparable à celle d'Andrei Sakharov en Union soviétique ou de Lech Walesa en Po-

logne. Il a refusé de s'exiler, alors que les autorités tchécoslovaques usaient de tous les moyens de pression pour obtenir son départ avant sa condamnation en 1979.

Aux yeux de nombreux Tchécoslovaques, Havel incarne depuis des années la conscience de la nation. Il a décrit sa propre situation avec une sombre ironie dans Largo Desolato, pièce dans laquelle l'admiration que lui vouent ses concitoyens l'amenaient à assumer en leur nom tout ce qu'ils n'osaient pas dire eux-mêmes au pouvoir communiste.

« Havel est un symbole d'espoir pour l'avenir, un homme qui peut exprimer les sentiments de beaucoup de gens », dit de lui Martin Palous, un autre dissident tchécoslovaque.

En dehors de la prison, Havel a souvent subi les persécutions policières, en particulier les perquisitions à son domicile de Prague. En octobre 1988, la police lui a confisqué un ordinateur qu'il utilisait pour écrire Rénovation, la dernière de ses pièces.

Fils d'un riche entrepreneur, Havel, s'est vu interdire l'accès aux études supérieures, les autorités communistes jugeant trop privilégiés ses antécédents.

C'est aussi un excellent essayiste.

Ses lettres à Olga, dédiées à sa femme et composées pendant son premier séjour en prison, sont un témoignage poignant de la vie pénitentiaire, ainsi qu'une profonde réflexion sur les responsabilités morales de l'homme et le respect des libertés.

Réactions internationales

PARIS (Reuter) — Le président François Mitterrand a adressé hier ses vœux de réussite à Vaclav Havel après son élection à la présidence de la Tchécoslovaquie. Lors de sa visite officielle en Tchécoslovaquie en décembre 1988, Mitterrand avait reçu Havel alors que ce dernier était un dissident réprimé par le régime communiste.

Le Kremlin a félicité Vaclav Havel et Alexandre Dubcek, élu hier président du Parlement

tchécoslovaque, a annoncé le porte-parole du ministère soviétique des Affaires étrangères.

À Bruxelles, la Belgique s'est félicitée de l'élection du dramaturge Havel. Lech Walesa, président du syndicat libre polonais Solidarité, a fait de même hier soir.

Enfin, le président américain George Bush et le gouvernement britannique ont envoyé des télégrammes de félicitations.

Le Japon donne la priorité à la Défense et à l'aide étrangère

TOKYO (AFP) — Le gouvernement japonais a décidé de faire un effort accru pour sa Défense nationale, son aide publique au développement et dans une moindre mesure sa protection sociale dans le cadre du Budget pour l'année fiscale 1990, qui affiche une progression de 9,7 %, inégale en neuf ans.

Adopté hier matin en conseil des ministres, ce projet de loi de Finances, qui sera présenté au Parlement fin janvier, atteint 66 270 milliards de yen (473 milliards \$) pour l'année commençant le 1er avril prochain.

Profitant d'une forte hausse des revenus fiscaux en raison de l'excellente santé de l'économie japonaise, le gouvernement a donc choisi d'accroître ses plus fortes progressions de crédits à la Défense (+6,1 %), l'Aide publique au développement (+8,2 %) et la protection sociale (+6,6 %).

Mais soucieux d'éviter une surchauffe de l'économie, il a également laissé le niveau des dépenses publi-

ques d'intérêt général quasiment inchangé (+0,3 %).

Le budget de la Défense, révisé à la hausse par rapport aux propositions du ministère des Finances (MOF), dépasse pour la première fois les 4000 milliards de yen, à 4160 milliards (soit 29,1 milliards \$), pour représenter 6,3 % des dépenses totales.

Si pour la première fois depuis quatre ans, les crédits militaires dépassent en dessous du niveau symbolique de 1 % du Produit national brut (à 0,997 %) en raison du rythme plus élevé que prévu de la croissance économique nipponne, ils augmentent pour la première fois depuis la même date de plus de 6 % (contre +5,9 % en 1989).

Cette progression du budget de la Défense devrait permettre au Japon d'achever l'an prochain (conformément à ses prévisions) sa loi de programmation militaire de 5 ans. Elle répond également à la tension persistante dans la région Asie-Pa-

cifique et à la volonté des États-Unis d'y voir le Japon jouer un rôle accru, notent les observateurs.

Ces nouveaux crédits assureront notamment la construction du nouveau char de combat japonais, des navires lance-missiles (AEGIS) et la réalisation de nouveaux avions de combat (dont le FSX avec les États-Unis).

L'Aide publique au développement (ODA), dont le montant a également été réévalué par rapport à l'avant projet du MOF et qui affiche la plus forte progression des dépenses dans le Budget 90, atteindra 5,8 milliards \$.

Cette aide est destinée à recycler une partie des gigantesques excédents qu'enregistre le Japon avec ses principaux partenaires économiques.

Le Budget consacré à la protection sociale est également en nette progression pour atteindre 82 milliards \$ dont une grande partie est consacrée aux personnes âgées.

Le Parlement polonais abolit le rôle dirigeant du PC

VARSOVIE (Reuter) — Le Parlement polonais a aboli hier le rôle dirigeant du Parti ouvrier unifié (POUP, communiste) et supprimé les clauses de la constitution qui définissent la Pologne comme étant un État socialiste.

Dans le cadre d'une série d'amendements constitutionnels balayant les vestiges du stalinisme, le Sejm (chambre basse du Parlement) a aussi rétabli le nom de République de Pologne, qui était celui de ce pays

avant la Seconde Guerre mondiale. Il a également rétabli la couronne traditionnelle sur l'emblème officiel polonais.

Ce vote, qui a vu députés communistes et du syndicat Solidarité unir leurs voix, fait de la Pologne le quatrième pays d'Europe de l'Est, après la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la RDA, à dépeupler son PC du rôle dirigeant qui était le sien depuis la fin des années 1940.

Antiques Hubert

ACHETONS GRAVURES LOUIS ICART

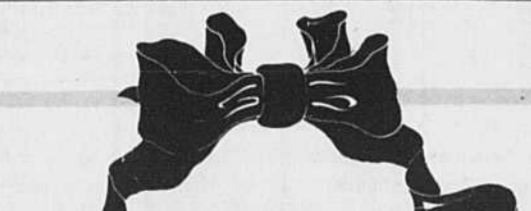
ACHAT
VENTE

Peintures
Bronzes
Meubles
Gramophones

Horloges
Montres bracelets
Montres de poches
Antiquités diverses

3680, BOUL. ST-LAURENT
MONTREAL, QUE. CANADA

(514) 288-3804



LA DIRECTION ET LE PERSONNEL
D'ANJOU QUÉBEC
OFFRE À SA FIDÈLE CLIENTÈLE
LEURS MEILLEURS VOEUX
POUR L'ANNÉE !

Anjou QUÉBEC

La boucherie charcuterie et le traiteur c'est notre métier
Notre qualité fait notre renommée

1025, rue Laurier ouest, Outremont

272-4065 / 272-4086

ROUMANIE — LA RÉPONSE DE DIEU

Des images d'horreur nous ont fait vivre les événements sanglants en Roumanie. Le dictateur communiste a été renversé. Depuis 20 ans nous informons et écrivons sur la situation en Roumanie et demandons aux chrétiens de toutes les confessions de prier pour nos frères roumains et de les soutenir matériellement.

Ces derniers jours Dieu est intervenu: Il les a délivrés d'entre les mains d'un plus fort qu'eux: (Jérémie 31, 11)

Pour l'Aide aux Églises Martyres (Jésus au Monde communiste) le cas de la dictature communiste roumaine a une signification particulière, car c'est en Roumanie que sont nés Richard Wurmbrand et son épouse Sabina et c'est dans ce pays qu'ils ont servi le Seigneur avant de passer en Occident. De plus, les origines du travail de l'AEEM sont à chercher dans les 14 années de prison et de torture passées par le pasteur Wurmbrand en Roumanie.

Dès le début de la nouvelle année, nous intensifions notre programme de secours déjà existant. Maintenant, nous pouvons entrer dans le pays avec des camions pour aider à soulager la grande misère. La Roumanie se trouve au bord de la famine. On ne trouve presque plus d'aliments, de médicaments et de matériel de chauffage. Nous vous demandons de soutenir maintenant cette oeuvre de charité. Veuillez mentionner sur votre paiement "Roumanie — action corbeaux".

Après vingt ans de travail clandestin, il est enfin possible d'aider la Roumanie à grande échelle. Cependant, n'oublions pas que maintenant ce pays a particulièrement besoin de nos prières, car, encore plus que dans les autres pays du bloc communiste, il y a un passé brutal qui doit être guéri. Et puis, la Roumanie demeure encore sous le règne des communistes.

"Ne nous laissons pas de faire du bien à tous, mais avant tout à nos frères dans la foi". (Gal. 6, 10)

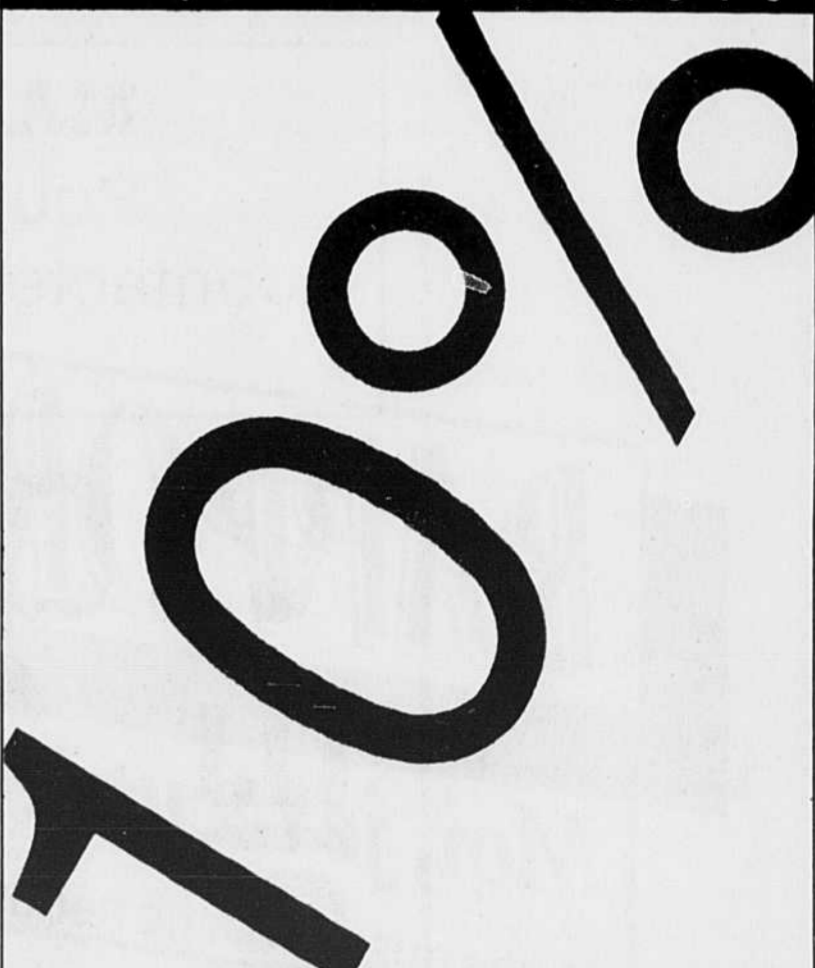


Envoyez vos dons pour la Roumanie à:

JÉSUS AU MONDE COMMUNISTE INC.
B.P. 548, Succ. NDG
Montréal, Qc, H4A 3P8
Tél.: (514) 488-0205
Fax: (514) 488-0205

Nous vous délivrerons des reçus aux fins d'impôts pour toute somme dépassant 10\$.

DISQUES COMPACTS



5173 Côte des Neiges, 2e étage
Montréal, Québec
tél.: 737-9483

CLUB COMPACT CLASSIQUE

En vigueur: les 30-31 déc., 3-4-5-6-7 janvier. Heures d'ouverture: du lundi au vendredi: 12h00-21h00; Samedi: 9h00-17h00, dimanche 12h00-18h00.

DISQUES COMPACTS

LES ANNONCES CLASSÉES 286-1200

INDEX DES REGROUPEMENTS DES RUBRIQUES

100-199 Immobilier — Résidentiel
 200-299 Immobilier — Commercial
 300-399 Marchandises diverses
 400-499 Offres d'emploi
 500-599 Services
 600-699 Véhicules automobiles
 900-999 Avis

LES ANNONCES CLASSÉES DU DEVOIR

Du lundi au vendredi de 8h30 à 16h00

Pour modifier, annuler ou placer votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Pour placer votre annonce par la poste: C.P. 6033, succ. Place d'Armes, Mtl, H2Y 3S6

NOUS ACCEPTONS

PAR TÉLÉPHONE 286-1200

251 Bureaux à louer

CÔTE-DES-NEIGES, coin Édouard Montpetit. Près des hôpitaux et du métro. Bureaux modernes à louer, 350 à 5700 pi.ca. Excellents pour docteurs, dentistes ou autres professionnels. 484-3571.

259 Espaces commerciaux à louer

ESPACES À LOUER (VILLE-ÉMARD)

Disponibles pour bureaux, boutiques et magasins.

6373 à 6379, boul. Monk (près Jolicoeur)

2500 pi² au r.c. 2500 pi² au s.s.

Occupation novembre 1989

Pour renseignements **872-1555**

Société d'habitation et de développement de Montréal

407 Offres d'emploi

Secrétaire à la publicité

Le service des ventes publicitaires du DEVOIR est à la recherche d'un(e) secrétaire.

EXIGENCES
 Secondaire V, dactylo min. 55 mots/minute, connaissance parfaite du français et très bonne connaissance de l'anglais, parlé et écrit.

Une connaissance pratique des logiciels Word, File et Excel de Apple serait un atout.

Les personnes intéressées à poser leur candidature sont priées d'acheminer celle-ci au plus tard le 5 janvier prochain, à l'attention de:

Directeur de la publicité
LE DEVOIR
 211, rue du Saint-Sacrement
 Montréal, Qc
 H2Y 1X1

Prière de ne pas téléphoner.

407 Offres d'emploi

LE DEVOIR

REPRÉSENTANT(E)

Pour une promotion temporaire sur les camps universitaires

CONDITIONS:
 Début janvier 1990
 • Horaire flexible • environ 8 \$/heure et plus

EXIGENCES:
 Personnes autonomes et enjouées

CAMPUS:
 Montréal • Québec • Ottawa • Hull

Communiquer avec **Claude Moreaux (514) 844-3361 (jour)**

399 Divers

A VENDRE À PARTIR DE 3\$. Lampe de bureau. Sèche-cheveux. 2 stores. Fer à repasser. Fer boucles cheveux. 2 housses couette. 384-6063

487 Services domestiques

GARDIENNE, non-fumeuse pour bébé de 11 mois, 5 jours/sem. Réf. exigées. Tél.: 989-9966, entre 12h et 17h.

RECHERCHE femme fiable, honnête, très propre, d'apparence soignée pour travail de domestique dans une grande maison à Laval-sur-le-Lac. Les occupants sont tous d'âge adulte. Prétérance sera accordée à celle qui habitera à la maison. Références nécessaires. Pour plus de renseignements, veuillez communiquer à compter de lundi entre 9h et 17h: 273-8557.

695 Automobiles à vendre

RELAXEZ EN PORSCHE TURBO 86
 (22,000 km)
 VALEUR À NEUF 125,000.00 \$
 621-8496
 VENTE RAPIDE

695 Automobiles à vendre

PORSCHE TARGA 1984
 (47,000 km.)
 couleur bourgogne.
386-1970

101 Propriétés à vendre

LAVAL, grans semi-détaché pour balance d'hyp. 139 000 \$ à transférer immédiatement. Urgent! Soir: 927-0316.

122 Condos à vendre

HABITAT 67 CONDOMINIUM À VENDRE (PRIVÉ)

- Terrasse avec vue spectaculaire sur fleuve et ville
- 4 chambres, 3 salles de bains
- 2 stationnements intérieurs
- Air conditionné, système d'alarme
- Bus privé pour centre-ville
- Courts de tennis

Appelez: **M. Simon ou Mme Lee** lundi au vendredi (9h00 à 17h00) **844-2844**

160 App. et log. à louer

VIEUX-MONTRÉAL 4 1/2 pi. x 2 s. /bains, dans immeuble historique rénové. Electroménagers. 2850-282-1197.

164 App. et log. à partager

CHERCHE 1 ou 2 autres non-fumeurs, assez tranquilles, pour partager 9/2 garage, s/soi pour entreposage. 5 min. à pied métro Jarry. 2273/mois + chauff. /élect. 384-7153 — 385-6888, après 2 jan.

407 Offres d'emploi

LE DEVOIR

REPRÉSENTANT(E)

Pour une promotion temporaire sur les camps universitaires

CONDITIONS:
 Début janvier 1990
 • Horaire flexible • environ 8 \$/heure et plus

EXIGENCES:
 Personnes autonomes et enjouées

CAMPUS:
 Montréal • Québec • Ottawa • Hull

Communiquer avec **Claude Moreaux (514) 844-3361 (jour)**

497 Emplois demandés

ÉTUDIANT UNIVERSITAIRE recherche emploi (travail général) à temps plein. Bonne rémunération. 382-3915.

695 Automobiles à vendre

ACURA INTEGRA LS 1989, aut., 4 portes hatchback, air clim., équipement complet. J. Ouellet. Tél.: 686-2301.

105 Propriétés à louer

CONTRECOEURS: Bord de l'eau. Canadienne, 6 pièces, 3 c.c., foyer, libre imm. 1,000\$/mois, Mtl. 352-4763

122 Condos à vendre

HABITAT 67 CONDOMINIUM À VENDRE (PRIVÉ)

- Terrasse avec vue spectaculaire sur fleuve et ville
- 4 chambres, 3 salles de bains
- 2 stationnements intérieurs
- Air conditionné, système d'alarme
- Bus privé pour centre-ville
- Courts de tennis

Appelez: **M. Simon ou Mme Lee** lundi au vendredi (9h00 à 17h00) **844-2844**

160 App. et log. à louer

VIEUX-MTL: Loft 1,100 pi.ca. rénové, cuisinière/frigo. 5208/mois non-chauffé. Tel: 284-2323 — 386-1971

164 App. et log. à partager

CHERCHE 1 ou 2 autres non-fumeurs, assez tranquilles, pour partager 9/2 garage, s/soi pour entreposage. 5 min. à pied métro Jarry. 2273/mois + chauff./élect. 384-7153 — 385-6888, après 2 jan.

407 Offres d'emploi

LE DEVOIR

REPRÉSENTANT(E)

Pour une promotion temporaire sur les camps universitaires

CONDITIONS:
 Début janvier 1990
 • Horaire flexible • environ 8 \$/heure et plus

EXIGENCES:
 Personnes autonomes et enjouées

CAMPUS:
 Montréal • Québec • Ottawa • Hull

Communiquer avec **Claude Moreaux (514) 844-3361 (jour)**

551 Déménagement

A BAS PRIX Appelez PIERRE. Déménagement en tous genres. Estimation gratuite. 937-9491.

695 Automobiles à vendre

BMW 320i 1978, aut., 115,000 km, freins, suspension, silencieux neufs, toit ouvrant, \$3,800. 667-2685.

107 Propriétés à partager

PARTAGERAIS ACHAT TRIPLEX Dans Outremont ou Plateau avec 2 autres proprios. Approx. 260 000 \$. 689-8611

122 Condos à vendre

HABITAT 67 CONDOMINIUM À VENDRE (PRIVÉ)

- Terrasse avec vue spectaculaire sur fleuve et ville
- 4 chambres, 3 salles de bains
- 2 stationnements intérieurs
- Air conditionné, système d'alarme
- Bus privé pour centre-ville
- Courts de tennis

Appelez: **M. Simon ou Mme Lee** lundi au vendredi (9h00 à 17h00) **844-2844**

160 App. et log. à louer

MAISON MOBILE 24' x 48', 2 chambres, 2 s/bains, galerie moustiquaire, abri d'auto, remise, parc 5 Étoiles, Pompano Beach, 4 mi. de la mer: (819) 583-5946.

167 À louer hors frontières

A ST-DOMINGUE Chambre 2 personnes, terrasse, vue mer, piscine. Auberge La Catalina. 350\$/s. 334-4378.

407 Offres d'emploi

LE DEVOIR

REPRÉSENTANT(E)

Pour une promotion temporaire sur les camps universitaires

CONDITIONS:
 Début janvier 1990
 • Horaire flexible • environ 8 \$/heure et plus

EXIGENCES:
 Personnes autonomes et enjouées

CAMPUS:
 Montréal • Québec • Ottawa • Hull

Communiquer avec **Claude Moreaux (514) 844-3361 (jour)**

559 Entretien, réparations, rénovation

ESTIMATION GRATUITE Maintenance, poseur de gyproc, tireur de joints, peintre et rénovation de tous genres. 474-4234, 670-5624.

695 Automobiles à vendre

CHEVETTE '83, man., AM/FM cassette, 4 pneus neufs, mécanique A-1, très propre. 1400 \$. 468-3056.

113 Propriétés à revenus à vendre

LONGUEUIL, 16 X 3 1/2, bien situé, près transport, rue résidentielle, bons locataires, bien entretenu. C'est le temps d'acheter! Appelez-moi pour en discuter. Claudette Bertrand, Imm. Bertrand Ctr. 647-1414.

122 Condos à vendre

HABITAT 67 CONDOMINIUM À VENDRE (PRIVÉ)

- Terrasse avec vue spectaculaire sur fleuve et ville
- 4 chambres, 3 salles de bains
- 2 stationnements intérieurs
- Air conditionné, système d'alarme
- Bus privé pour centre-ville
- Courts de tennis

Appelez: **M. Simon ou Mme Lee** lundi au vendredi (9h00 à 17h00) **844-2844**

160 App. et log. à louer

MAISON MOBILE 24' x 48', 2 chambres, 2 s/bains, galerie moustiquaire, abri d'auto, remise, parc 5 Étoiles, Pompano Beach, 4 mi. de la mer: (819) 583-5946.

167 À louer hors frontières

A ST-DOMINGUE Chambre 2 personnes, terrasse, vue mer, piscine. Auberge La Catalina. 350\$/s. 334-4378.

407 Offres d'emploi

LE DEVOIR

REPRÉSENTANT(E)

Pour une promotion temporaire sur les camps universitaires

CONDITIONS:
 Début janvier 1990
 • Horaire flexible • environ 8 \$/heure et plus

EXIGENCES:
 Personnes autonomes et enjouées

CAMPUS:
 Montréal • Québec • Ottawa • Hull

Communiquer avec **Claude Moreaux (514) 844-3361 (jour)**

559 Entretien, réparations, rénovation

ESTIMATION GRATUITE Maintenance, poseur de gyproc, tireur de joints, peintre et rénovation de tous genres. 474-4234, 670-5624.

695 Automobiles à vendre

CHEVETTE '83, man., AM/FM cassette, 4 pneus neufs, mécanique A-1, très propre. 1400 \$. 468-3056.

121 Condos à louer

AVE. MONT-ROYAL: Face parc. Nouveau condo, équipé, 4, 2 c.c., stat, endroit très agréable. Nég. 989-5112

125 Chalets à louer

A ST-ADOLPHE D'HOWARD, villa 5 1/2 avec foyer, semaine, mois ou saison, près pentes ski. 581-0466.

160 App. et log. à louer

MAISON MOBILE 24' x 48', 2 chambres, 2 s/bains, galerie moustiquaire, abri d'auto, remise, parc 5 Étoiles, Pompano Beach, 4 mi. de la mer: (819) 583-5946.

167 À louer hors frontières

A ST-DOMINGUE Chambre 2 personnes, terrasse, vue mer, piscine. Auberge La Catalina. 350\$/s. 334-4378.

407 Offres d'emploi

LE DEVOIR

REPRÉSENTANT(E)

Pour une promotion temporaire sur les camps universitaires

CONDITIONS:
 Début janvier 1990
 • Horaire flexible • environ 8 \$/heure et plus

EXIGENCES:
 Personnes autonomes et enjouées

CAMPUS:
 Montréal • Québec • Ottawa • Hull

Communiquer avec **Claude Moreaux (514) 844-3361 (jour)**

559 Entretien, réparations, rénovation

ESTIMATION GRATUITE Maintenance, poseur de gyproc, tireur de joints, peintre et rénovation de tous genres. 474-4234, 670-5624.

695 Automobiles à vendre

CHEVETTE '83, man., AM/FM cassette, 4 pneus neufs, mécanique A-1, très propre. 1400 \$. 468-3056.

121 Condos à louer

AVE. MONT-ROYAL: Face parc. Nouveau condo, équipé, 4, 2 c.c., stat, endroit très agréable. Nég. 989-5112

125 Chalets à louer

A ST-ADOLPHE D'HOWARD, villa 5 1/2 avec foyer, semaine, mois ou saison, près pentes ski. 581-0466.

160 App. et log. à louer

MAISON MOBILE 24' x 48', 2 chambres, 2 s/bains, galerie moustiquaire, abri d'auto, remise, parc 5 Étoiles, Pompano Beach, 4 mi. de la mer: (819) 583-5946.

167 À louer hors frontières

A ST-DOMINGUE Chambre 2 personnes, terrasse, vue mer, piscine. Auberge La Catalina. 350\$/s. 334-4378.

407 Offres d'emploi

LE DEVOIR

REPRÉSENTANT(E)

Pour une promotion temporaire sur les camps universitaires

CONDITIONS:
 Début janvier 1990
 • Horaire flexible • environ 8 \$/heure et plus

EXIGENCES:
 Personnes autonomes et enjouées

CAMPUS:
 Montréal • Québec • Ottawa • Hull

Communiquer avec **Claude Moreaux (514) 844-3361 (jour)**

559 Entretien, réparations, rénovation

ESTIMATION GRATUITE Maintenance, poseur de gyproc, tireur de joints, peintre et rénovation de tous genres. 474-4234, 670-5624.

695 Automobiles à vendre

CHEVETTE '83, man., AM/FM cassette, 4 pneus neufs, mécanique A-1, très propre. 1400 \$. 468-3056.

121 Condos à louer

AVE. MONT-ROYAL: Face parc. Nouveau condo, équipé, 4, 2 c.c., stat, endroit très agréable. Nég. 989-5112

125 Chalets à louer

A ST-ADOLPHE D'HOWARD, villa 5 1/2 avec foyer, semaine, mois ou saison, près pentes ski. 581-0466.

160 App. et log. à louer

MAISON MOBILE 24' x 48', 2 chambres, 2 s/bains, galerie moustiquaire, abri d'auto, remise, parc 5 Étoiles, Pompano Beach, 4 mi. de la mer: (819) 583-5946.

167 À louer hors frontières

A ST-DOMINGUE Chambre 2 personnes, terrasse, vue mer, piscine. Auberge La Catalina. 350\$/s. 334-4378.

407 Offres d'emploi

LE DEVOIR

REPRÉSENTANT(E)

Pour une promotion temporaire sur les camps universitaires

CONDITIONS:
 Début janvier 1990
 • Horaire flexible • environ 8 \$/heure et plus

EXIGENCES:
 Personnes autonomes et enjouées

CAMPUS:
 Montréal • Québec • Ottawa • Hull

Communiquer avec **Claude Moreaux (514) 844-3361 (jour)**

559 Entretien, réparations, rénovation

ESTIMATION GRATUITE Maintenance, poseur de gyproc, tireur de joints, peintre et rénovation de tous genres. 474-4234, 670-5624.

695 Automobiles à vendre

CHEVETTE '83, man., AM/FM cassette, 4 pneus neufs, mécanique A-1, très propre. 1400 \$. 468-3056.

121 Condos à louer

AVE. MONT-ROYAL: Face parc. Nouveau condo, équipé, 4, 2 c.c., stat, endroit très agréable. Nég. 989-5112

125 Chalets à louer

A ST-ADOLPHE D'HOWARD, villa 5 1/2 avec foyer, semaine, mois ou saison, près pentes ski. 581-0466.

160 App. et log. à louer

MAISON MOBILE 24' x 48', 2 chambres, 2 s/bains, galerie moustiquaire, abri d'auto, remise, parc 5 Étoiles, Pompano Beach, 4 mi. de la mer: (819) 583-5946.

167 À louer hors frontières

A ST-DOMINGUE Chambre 2 personnes, terrasse, vue mer, piscine. Auberge La Catalina. 350\$/s. 334-4378.

407 Offres d'emploi

LE DEVOIR

REPRÉSENTANT(E)

Pour une promotion temporaire sur les camps universitaires

CONDITIONS:
 Début janvier 1990
 • Horaire flexible • environ 8 \$/heure et plus

EXIGENCES:
 Personnes autonomes et enjouées

CAMPUS:
 Montréal • Québec • Ottawa • Hull

Communiquer avec **Claude Moreaux (514) 844-3361 (jour)**

559 Entretien, réparations, rénovation

ESTIMATION GRATUITE Maintenance, poseur de gyproc, tireur de joints, peintre et rénovation de tous genres. 474-4234, 670-5624.

695 Automobiles à vendre

CHEVETTE '83, man., AM/FM cassette, 4 pneus neufs, mécanique A-1, très propre. 1400 \$. 468-3056.

121 Condos à louer

AVE. MONT-ROYAL: Face parc. Nouveau condo, équipé, 4, 2 c.c., stat, endroit très agréable. Nég. 989-5112

125 Chalets à louer

A ST-ADOLPHE D'HOWARD, villa 5 1/2 avec foyer, semaine, mois ou saison, près pentes ski. 581-0466.

160 App. et log. à louer

MAISON MOBILE 24' x 48', 2 chambres, 2 s/bains, galerie moustiquaire, abri d'auto, remise, parc 5 Étoiles, Pompano Beach, 4 mi. de la mer: (819) 583-5946.

167 À louer hors frontières

A ST-DOMINGUE Chambre 2 personnes, terrasse, vue mer, piscine. Auberge La Catalina. 350\$/s. 334-4378.

407 Offres d'emploi

LE DEVOIR

REPRÉSENTANT(E)

Pour une promotion temporaire sur les camps universitaires

CONDITIONS:
 Début janvier 1990
 • Horaire flexible • environ 8 \$/heure et plus

EXIGENCES:
 Personnes autonomes et enjouées

CAMPUS:
 Montréal • Québec • Ottawa • Hull

Communiquer avec **Claude Moreaux (514) 844-3361 (jour)**

559 Entretien, réparations, rénovation

ESTIMATION GRATUITE Maintenance, poseur de gyproc, tireur de joints, peintre et rénovation de tous genres. 474-4234, 670-5624.

695 Automobiles à vendre

CHEVETTE '83, man., AM/FM cassette, 4 pneus neufs, mécanique A-1, très propre. 1400 \$. 468-3056.

121 Condos à louer

AVE. MONT-ROYAL: Face parc. Nouveau condo, équipé, 4, 2 c.c., stat, endroit très agréable. Nég. 989-5112

125 Chalets à louer

A ST-ADOLPHE D'HOWARD, villa 5 1/2 avec foyer, semaine, mois ou saison, près pentes ski. 581-0466.

160 App. et log. à louer

MAISON MOBILE 24' x 48', 2 chambres, 2 s/bains, galerie moustiquaire, abri d'auto, remise, parc 5 Étoiles, Pompano Beach, 4 mi. de la mer: (819) 583-5946.

167 À louer hors frontières

A ST-DOMINGUE Chambre 2 personnes, terrasse, vue mer, piscine. Auberge La Catalina. 350\$/s. 334-4378.

407 Offres d'emploi

LE DEVOIR

REPRÉSENTANT(E)

Pour une promotion temporaire sur les camps universitaires

CONDITIONS:
 Début janvier 1990
 • Horaire flexible • environ 8 \$/heure et plus

EXIGENCES:
 Personnes autonomes et enjouées

CAMPUS:
 Montréal • Québec • Ottawa • Hull

Communiquer avec **Claude Moreaux (514) 844-3361 (jour)**

559 Entretien, réparations, rénovation

ESTIMATION GRATUITE Maintenance, poseur de gyproc, tireur de joints, peintre et rénovation de tous genres. 474-4234, 670-5624.

695 Automobiles à vendre

CHEVETTE '83, man., AM/FM cassette, 4 pneus neufs, mécanique A-1, très propre. 1400 \$. 468-3056.

121 Condos à louer

AVE. MONT-ROYAL: Face parc. Nouveau condo, équipé, 4, 2 c.c., stat, endroit très agréable. Nég. 989-5112

125 Chalets à louer

A ST-ADOLPHE D'HOWARD, villa 5 1/2 avec foyer, semaine, mois ou saison, près pentes ski. 581-0466.

160 App. et log. à louer

MAISON MOBILE 24' x 48', 2 chambres, 2 s/bains, galerie moustiquaire, abri d'auto, remise, parc 5 Étoiles, Pompano Beach, 4 mi. de la mer: (819) 583-5946.

167 À louer hors frontières

A ST-DOMINGUE Chambre 2 personnes, terrasse, vue mer, piscine. Auberge La Catalina. 350\$/s. 334-4378.

407 Offres d'emploi

LE DEVOIR

REPRÉSENTANT(E)

Pour une promotion temporaire sur les camps universitaires

CONDITIONS:
 Début janvier 1990
 • Horaire flexible • environ 8 \$/heure et plus

EXIGENCES:
 Personnes autonomes et enjouées

CAMPUS:
 Montréal • Québec • Ottawa • Hull

Communiquer avec **Claude Moreaux (514) 844-3361 (jour)**

559 Entretien, réparations, rénovation

ESTIMATION GRATUITE Maintenance, poseur de gyproc, tireur de joints, peintre et rénovation de tous genres. 474-4234, 670-5624.

695 Automobiles à vendre

CHEVETTE '83, man., AM/FM cassette, 4 pneus neufs, mécanique A-1, très propre. 1400 \$. 468-3056.

121 Condos à louer

AVE. MONT-ROYAL: Face parc. Nouveau condo, équipé, 4, 2 c.c., stat, endroit très agréable. Nég. 989-5112

125 Chalets à louer

A ST-ADOLPHE D'HOWARD, villa 5 1/2 avec foyer, semaine, mois ou saison, près pentes ski. 581-0466.

160 App. et log. à louer

MAISON MOBILE 24' x 48', 2 chambres, 2 s/bains, galerie moustiquaire, abri d'auto, remise, parc 5 Étoiles, Pompano Beach, 4 mi. de la mer: (819) 583-5946.

167 À louer hors frontières

A ST-DOMINGUE Chambre 2 personnes, terrasse, vue mer, piscine. Auberge La Catalina. 350\$/s. 334-4378.

407 Offres d'emploi

LE DEVOIR

REPRÉSENTANT(E)

Pour une promotion temporaire sur les camps universitaires

CONDITIONS:
 Début janvier 19

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Les pays non-alignés redoutent d'être oubliés par les Grands

NATIONS UNIES (Reuter) — Les pays non-alignés redoutent de plus en plus que la coopération entre les États-Unis et l'URSS dans les années 1990 ne conduise les deux Grands à oublier le tiers monde.

Certains d'entre eux craignent qu'une fois passée la crise au Panama, les superpuissances règlent leurs différends sans les consulter ou négligent les problèmes de la dette extérieure et du développement des pays du tiers monde, à la faveur de l'euphorie suscitée par les bouleversements en Europe de l'Est.

« Le soutien de l'URSS sur certaines questions était autrefois considéré comme acquis. Maintenant, personne ne peut en être assuré », a déclaré un diplomate asiatique.

Moscou a notamment joué un rôle clef, en couvrant, pour empêcher qu'une résolution sur l'élevation du statut de la représentation de l'OLP à l'ONU soit soumise à un vote. Les États-Unis avaient menacé de ne plus verser leur contribution à l'organisation si la résolution était adoptée.

Le président nigérian de l'Assem-

blée générale, Joseph Garba, a déclaré qu'il soutenait totalement la coopération entre les superpuissances pour « résoudre les dossiers épineux ».

« Nous (les pays du tiers monde) avons répété à maintes reprises que la situation en Europe de l'Est, aussi grave fut-elle, ne devait pas modifier l'attitude des superpuissances ou des pays industrialisés à l'égard des pays africains et latino-américains », a-t-il ajouté.

L'ambassadeur de la Ligue arabe à l'ONU, Clovis Maksoud, a pour sa part mis en doute les engagements de plusieurs pays à négocier un règlement de paix au Proche-Orient prévoyant la création d'un État palestinien indépendant.

Faisant allusion au départ de juifs soviétiques pour Israël, Maksoud a demandé : « Y a-t-il une quelconque garantie que ces juifs soviétiques qui vont en Israël ne s'installent pas dans les territoires occupés? ».

Il a fait remarquer que les pays d'Europe de l'Est s'étaient empressés d'améliorer leurs relations avec Israël « comme pour prouver leur crédibilité au monde occidental. »

« Si cela suscite une réponse positive d'Israël vis-à-vis des Palestiniens, dans ce cas cela peut donner de bons résultats. Mais si cela encourage Israël à dominer la situation au Proche-Orient, alors nous devons avoir un dialogue avec nos amis, à la fois en Union soviétique et en Europe de l'Est », a-t-il ajouté.

Dans les milieux diplomatiques asiatiques, on affirme que les petits pays sont plus préoccupés par un vide du pouvoir que par les positions des superpuissances sur des questions particulières.

« Lorsque les Grands se regroupent et quitteront la région, cela donnera des idées aux puissances moyennes et elles penseront que c'est leur tour », a dit un diplomate.

Les États-Unis et l'URSS ont exprimé pour leur part leur étonnement face aux critiques suscitées par leurs politiques.

« Ni les États-Unis, ni l'Union soviétique ne souhaitent voir les Nations unies devenir une sorte de condominium », a déclaré récemment l'ambassadeur des États-Unis, Thomas Pickering.

Sofia rend leurs noms musulmans aux Bulgares d'origine turque

SOFIA (Reuter) — Les autorités communistes bulgares ont décidé hier de rendre leurs noms traditionnels à leurs citoyens musulmans, rompant ainsi avec des années d'assimilation forcée.

Le président du Parlement, Stanko Todorov, a déclaré à quelque 600 personnes d'origine turque et musulmane qui manifestaient devant l'Assemblée nationale qu'elles n'auraient plus à porter de noms bulgares, a rapporté la radio nationale.

« Tout le monde, en Bulgarie, aura le droit de choisir son nom », a dit le militant de l'opposition Rumen Vodenitcharov qui citait Todorov, sans que l'on sache exactement qui a pris la décision.

Citant également Todorov, la radio a annoncé plus tard que les mesures concernant les minorités prenaient immédiatement effet et autorisaient également l'usage de la langue turque et la pratique de l'islam.

Des musulmans, qui manifestaient dans la neige depuis jeudi soir devant le Parlement pour réclamer la liberté de culte et un plus grand respect de leurs droits, ont pleuré et se sont embrassés en entendant la nouvelle.

« C'est le plus beau cadeau de nouvel an que les Turcs pouvaient rece-

voir », a dit Vodenitcharov à Reuter. « C'est le début de la fin d'une tragédie qui a commencé dès le début des années 1960 ».

Sous la direction de l'ex-numéro un Todor Jivkov limogé le 10 novembre, une politique d'assimilation avait obligé tous les musulmans de Bulgarie, dont 200 000 Pomaks et environ 1,5 million de Turcs de souche, à prendre des noms bulgares et à renoncer à leur religion.

Radio-Sofia a annoncé que le nouveau numéro un du pays, Petar Mladenov, avait évoqué jeudi la question des minorités avec le dirigeant de la

communauté musulmane, Nedio Guendiev. Il lui avait dit qu'un projet de loi prévoyant de nouvelles mesures sur les activités religieuses devait être soumis au Parlement.

Des manifestants ont dit avoir reçu le soutien d'habitants de Sofia qui leur ont apporté du thé chaud et à manger.

Quelque 300 000 Bulgares d'origine turque avaient fui la Bulgarie l'été dernier après la répression brutale de manifestations en faveur des droits des musulmans et la mort, a-t-on dit à l'époque, de plusieurs manifestants.



Sur la route, c'est la personne qui est importante

Les accidents de la route au Québec: un bilan qui s'améliore.

Depuis onze ans, la Régie de l'assurance automobile du Québec met tout en oeuvre pour encourager un comportement routier responsable chez les Québécois et nous sommes en mesure de constater des résultats positifs.

Depuis 1978, il y a moins de morts sur nos routes, on constate une nette diminution de la gravité des blessures et on compte un plus grand nombre de victimes d'accidents routiers qui retrouvent et leur autonomie, et la capacité de travailler à nouveau grâce aux programmes de réadaptation. Voilà pourquoi les contributions au régime ont toujours été maintenues à des niveaux très bas.

Dès le 1^{er} janvier 1990, la nouvelle loi apporte une meilleure protection.

Les modifications touchent principalement les indemnités versées aux personnes blessées gravement lors d'un accident de la route.

Ainsi, l'indemnité pour séquelles permanentes passera de 42 743 \$ à un maximum de 75 000 \$ dès l'entrée en vigueur de la loi, à 100 000 \$ au 1^{er} janvier 1991 et à 125 000 \$ au 1^{er} janvier 1992.

À cette indemnité forfaitaire, vient toujours s'ajouter l'indemnité de remplacement de revenu. Celle-ci est calculée en fonction de la perte réelle de revenu.

Les grands principes du régime sont maintenus.

La nouvelle Loi sur l'assurance automobile ne remet pas en cause les grands principes du régime qui sont:

- l'universalité: la protection de tous les Québécois partout dans le monde;
- l'indemnisation rapide des victimes, sans égard à la faute;
- la compensation de la perte de revenu;
- l'indexation annuelle de toutes les indemnités.

N'hésitez pas à vous informer.

Nous vous invitons à consulter le dépliant d'information que la Régie vous enverra sous peu par la poste. Pour plus de renseignements sur le régime, demandez « La police d'assurance de tous les Québécois » en écrivant à l'adresse suivante:

Régie de l'assurance automobile du Québec
Casier postal 2000
Terminus Postal
Québec (Québec)
G1K 7M1

À la Régie de l'assurance automobile, c'est la personne qui est importante.

**VOUS AVEZ
TOUTE NOTRE
ATTENTION**



Régie de l'assurance automobile du Québec

La ligne Oder-Neisse divise les Allemands

BONN (AFP) — Une querelle sur la permanence de la frontière occidentale de la Pologne s'est enflammée hier à Bonn, divisant la coalition et même l'Union chrétienne-démocrate (CDU), parti du chancelier Helmut Kohl.

Le gouvernement de M. Kohl a rejeté une proposition de la présidente du Bundestag (Parlement), Mme Rita Suessmuth (CDU), de confirmer la ligne Oder-Neisse par une déclaration commune des deux États allemands. Une telle déclaration « n'est pas le souci premier du gouvernement » et ne pourrait intervenir que « dans un avenir lointain », a déclaré un porte-parole du gouvernement, M. Dieter Vogel.

Le débat récurrent en RFA sur la frontière polono-allemande a été réveillé ces dernières semaines par les perspectives d'unification des deux États allemands ouvertes par les bouleversements en RDA.

Le président du groupe parlementaire des Unions chrétiennes (CDU-CSU) au Bundestag, M. Alfred Dregger, a exprimé son désaccord avec Mme Suessmuth en soulignant qu'un règlement définitif de la question de la frontière entre la Pologne et l'Allemagne « ne pouvait être conclu que par une Allemagne réunifiée ».

Le chancelier Kohl évite pour sa part de prendre publiquement position sur la ligne Oder-Neisse, fixée comme frontière occidentale de la Pologne après la Seconde Guerre mondiale par l'Union soviétique, les États-Unis et la Grande-Bretagne. M. Kohl s'en tient à la position constitutionnelle de la RFA qui prévoit que la frontière ne pourra être définitivement fixée qu'après un traité de paix, jamais signé depuis la fin de la guerre.

Le président de l'association des Allemands expulsés des territoires de l'Est devenus polonais après la guerre, M. Herbert Czaja (CDU), a accusé la présidente du Bundestag d'avoir rejoint les rangs des « fossoyeurs de l'Allemagne de l'Est ».

OTHELLO
Collection

RW
RAYMOND WEIL
GENEVE
LE TEMPS CRÉATEUR

LE PARCHEMIN
505 est. rue Ste-Catherine
845-5243

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Les postes sont offerts également aux hommes et aux femmes.

COORDINATEUR(TRICE) PROVINCIAL DES SERVICES EN LANGUE FRANÇAISE

Le Bureau de santé de l'Est de l'Ontario est à la recherche d'un coordinateur(trice) des services en langue française pour la période du 1^{er} février 1990 au 31 mars 1991.

Le/la candidat/candidate aura la responsabilité de:

- coordonner les services en français pour tous les bureaux/départements de santé communautaire dans 22 régions désignées à travers la province;
- réviser les politiques concernant les services en français qui s'appliquent aux bureaux/départements de santé communautaire;
- encourager le développement de matériel éducatif de langue française dans les bureaux/départements de santé communautaire, particulièrement dans les régions éprouvant une pénurie d'outils d'enseignement afin de leur permettre d'offrir des services en français;
- assurer une qualité dans la traduction de tous les documents;
- promouvoir les cours de français et assurer leur efficacité.

EXIGENCES:

- connaissance de la loi sur les services en français ainsi que les politiques du Ministère de la Santé concernant cette loi;
- d'excellentes habilités de planification, d'organisation, d'évaluation et d'analyse;
- une maîtrise supérieure du français parlé et écrit ainsi qu'une bonne connaissance de la langue anglaise;
- connaissance de la culture et de la communauté franco-ontarienne;
- une grande facilité de communication et beaucoup d'engagement;
- formation en sciences sociales ou en gestion de la santé ainsi qu'une bonne compréhension des concepts des soins de la santé.

En récompense nous offrons un salaire intéressant, d'excellents avantages sociaux et un remboursement kilométrique.



Veuillez envoyer votre demande et curriculum vitae à l'adresse suivante:

Bureau du personnel
Bureau de santé de l'Est de l'Ontario
1000, rue Pitt
Cornwall (Ontario) K6J 5T1

Garavou vous dit

ATTENTION!

CSST

Aux lecteurs du DEVOIR

Bonnes nouvelles et Heureuse Année

AL'AUBE de la nouvelle année, une lettre du directeur aux lecteurs, en lieu et place d'un éditorial, pourquoi pas ? Une fois n'est pas coutume. Deux fois non plus, devrais-je ajouter.

L'an dernier, je vous parlais de la passion et de la difficulté de faire un journal de qualité, en information et en opinion, avec si peu de ressources, pour des lecteurs aussi exigeants. Il y a du pain sur la planche, disais-je, d'autant plus qu'au DEVOIR l'entretien de la planche donne parfois autant de soucis que la préparation du pain. J'entendais par là la situation de l'entreprise et la nature du produit. Tant de gens s'en mêlent, raison de plus pour que le directeur en parle.

Où en sont les démarches de redressement de la situation financière du journal ? Avant de répondre à cette question, il importe de rappeler que toute l'opération s'inscrit dans la poursuite de l'objectif fondamental suivant : conserver et protéger l'indépendance du journal. Dans un marché plus concurrentiel que jamais, c'est un défi énorme. Non pas que qualité de l'information et indépendance d'opinion soient absentes au sein d'une chaîne commerciale, mais dans un contexte où les revenus des quotidiens dépendent surtout de leur capacité de rejoindre le plus de clients possible de manière à attirer le plus de publicité possible, l'existence d'un quotidien aussi radicalement indépendant que LE DEVOIR est un atout inestimable pour une société démocratique.

Or cet héritage ne facilite pas la capitalisation et ne peut fructifier sans le soutien désintéressé de ceux qui croient à la nécessité d'un tel journal. Sans la clairvoyance, la compréhension et la générosité des personnes qui partageaient l'idéal de son fondateur, LE DEVOIR n'aurait jamais surmonté les années difficiles qu'il a traversées. La situation financière actuelle du DEVOIR constitue un de ces moments difficiles et il m'est agréable aujourd'hui de vous dire que nous sommes en train de le surmonter.

Le premier problème à régler était celui d'un compte à payer à l'Imprimerie Dumont, division du groupe Quebecor. Une offre plus que généreuse de notre créancier de radier une partie importante de sa créance en contrepartie d'apports provenant de tiers, couplée aux résultats actuels des démarches entreprises pour réaliser ces apports, me permet de dire que cette dette sera en très grande partie, sinon totalement, éteinte dans les prochains mois. N'ayez crainte, cela ne se fera pas sans vous et vous serez bientôt sollicités à cette fin.

Il faut aussi pouvoir assurer l'équilibre budgétaire annuel. L'année 1989 se terminera encore une fois par une perte mais, selon les données actuellement disponibles, nous avons toutes les raisons de croire que nous reviendrons à l'équilibre dès l'année qui vient.

Toute cette peine n'a de sens que si LE DEVOIR poursuit son œuvre utile et nécessaire.

En mai dernier, à l'occasion de l'assemblée annuelle des actionnaires, je réaffirmais la nécessité et ma volonté de maintenir fermement les deux pôles suivants : fidélité créatrice aux objectifs fondamentaux du DEVOIR tels que remis à jour depuis leur formulation initiale, et rigueur dans la production quotidienne du journal. Un journal engagé et crédible. Un journal qui a des convictions et défend des valeurs, et qui tient à un de ses plus précieux actifs : sa crédibilité, fondée sur la rigueur, l'équité et la fiabilité de son information. Le contraire d'une presse neutre tout autant que d'une presse partisane ou idéologique.

Mais il faut se rendre à l'évidence : pas plus les améliorations apportées depuis deux ans que ce rappel des balises du journal ne sont suffisants pour élargir le cercle de nos lecteurs. LE DEVOIR a certes un problème d'image, que nous avons essayé de corriger, mais il faut revenir au « produit » et repenser le développement du journal à la lumière du marché des quotidiens, particulièrement à Montréal : un petit bassin de population et la présence bien ancrée de deux autres quotidiens francophones à grand tirage.

La seule considération de ce contexte semblait donc condamner LE DEVOIR à se retirer du marché, à moins de développer la possibilité qu'il offre : une certaine spécialisation. C'est-à-dire que tout en continuant d'assurer une nécessaire couverture générale de l'actualité, comme lui impose sa vocation de journal quotidien, nous devons davantage concentrer nos ressources et nos efforts à mieux suivre et approfondir certains domaines qui correspondent à autant d'enjeux majeurs des débats de société, actuels et prévisibles.

Ainsi en est-il des problèmes d'environnement, de population, de santé et de sécurité du revenu, d'éducation et d'affaires internationales. Même idée directrice pour nos pages économiques où nous privilégierons un angle montréalais et québécois. Bien sûr, cette option est en continuité avec ce qui se fait déjà en partie, mais elle sera de plus en plus consciente et déterminante dans l'évolution prochaine du journal.

Ce choix stratégique, imposé par le marché, est tout à fait cohérent avec la mission traditionnelle du DEVOIR, mû par un idéal d'information sérieuse sur les choses importantes et de positions solides dans ses engagements, et répondra mieux, nous l'espérons, aux besoins de nos lecteurs actuels et potentiels, plus curieux et plus impliqués que la moyenne.

À la veille des 80 ans du DEVOIR, une planche plus solide et un meilleur pain quotidien, c'est la bonne année que je vous... et que je nous souhaite.

— BENOIT LAUZIÈRE



REPRISE

LETTRES AU DEVOIR

Message du Nouvel An

DANS LE contexte de ce temps des fêtes, un mot revient plus que jamais : le mot paix. Les dernières semaines nous ont fait voir des scènes qui étaient autant d'appels à bâtir la paix. Des foules opprimées dans plusieurs pays ont marché pour la paix, ont réclamé la paix.

Dans notre pays qui jouit de la liberté, nous avons pris une conscience plus vive de ce qu'est la paix et nous voulons nous aussi la faire grandir chez nous parce que nous la savons fragile.

Des hommes et des femmes s'engagent pour des causes de promotion humaine. Des familles cherchent à renouveler des liens. La paix est une conquête personnelle qui rejaille sur la société. Elle est le fruit de la justice et de l'amour, elle vient des rapports de respect et d'affection que l'on développe entre nous.

Je vous souhaite la paix du cœur, la paix des personnes qui se savent aimées de Dieu. À tous et à toutes, mes meilleurs vœux de bonheur et de paix pour l'année 1990.

— PAUL GRÉGOIRE
Archevêque de Montréal
Montréal, le 27 décembre.

Où exactement ?

Lettre au premier ministre du Québec
DANS LES milieux nationalistes, nous sommes plusieurs à nous demander si vos allusions quant à la durée de la fédération canadienne (non-éternelle et non-illimitée) correspondent à autres choses qu'à un froid calcul politique.

Où vous situez-vous donc exactement ? Voulez-vous simplement plaire à la nouvelle aile souverainiste du Parti libéral (plus du quart de votre membership d'après l'étonnant sondage) ?

Vous affirmez que les Québécois peuvent très bien continuer à s'organiser tout seul en dehors de la constitution canadienne... en cas d'échec de l'accord du lac Meech. Vous nous parlez du Québec comme d'une éventuelle « Norvège d'Amérique ». Êtes-vous en train de préparer l'opinion en une déclaration plus importante encore ?

Cette façon de gouverner par l'allusion, le louchage et l'esquive me laisse pantois. Et je trouve cela un peu humiliant à la fin. Il reste à espérer que tout cela n'est pas simple manoeuvre pour s'attribuer les faveurs des nationalistes et ainsi miner le parti qui les représente. Tant de cynisme serait odieux.

Le machiavélisme politique n'a pas tellement servi notre peuple jusqu'à maintenant. Nous en avons plutôt fait les frais.

Au-delà de la subtilité dans l'art de gouverner, il y a le courage politique. Quand donc l'utiliserez-vous pour franchir le Rubicon ?

Vous ne pourriez pas continuer à jouer éternellement sur tous les plans, parce qu'au-delà du pouvoir politique, il y a la destinée du Québec qui est en jeu. « Les intérêts supérieurs du Québec » doivent primer, dites-vous souvent.

— ALAIN RABY
St-Jean-Port-Joli, le 23 décembre.

Ne salissez pas Tarzan

Lettre à la Banque Nationale

DANS votre publicité de la MasterCard où l'on voit un gringalet miteux se prendre pour Tarzan, ce qui m'a choqué le plus c'est l'atteinte à la réputation de l'homme de la jungle.

Cet homme ne fut jamais un tueur à l'affût de gros gibier puisqu'il était l'ami des animaux et un pacifique dans l'âme. Son couteau lui servait avant tout pour construire des maisons de palmes et des ponts de lianes; pour des questions de survie.

Ne salissez pas l'image de Tarzan.

Si on enlève le décor luxuriant votre Tarzan a plutôt l'air d'un voyou ou d'un Rambo sous-développé qui risque de prendre froid ! Il n'a vraiment rien de l'homme de la jungle et ferait mieux de porter attention à ne pas se couper avec son propre couteau... ce que la Banque Nationale est en train de faire avec sa publicité bête.

Qu'un jeune entretienne une passion malade pour les armes dans le secret de son intimité, ou que votre élite se prenne pour des Tarzans des affaires pendant les réunions de votre conseil, passe encore, mais qu'un jeune décime une institution, ou que vous affichiez au grand jour votre passion de puissance, ça ne va plus.

C'est à croire que le caporal Lortie, réhabilité de son enfance malheureuse par les médias, appuyé par l'association des pseudo-chasseurs d'origine à la mitraille et quelques hommes de la jungle des affaires, pourraient prendre le pouvoir... à moins que ce ne soit déjà fait.

Si la gestion des épargnes vous enfle la tête au point que vous croyez être invincible, il est temps que nous les épargnants sentions l'obligation de vous ramener sur le plancher des vaches.

— PHILIPPE LANDRY
Montréal, le 21 décembre.

Liste d'épicerie

Lettre à Vidéotron

JE TIENS à vous manifester mon indignation et ma colère devant la suppression brutale, sournoise et arbitraire du poste ETV 33 de la programmation de Vidéotron.

Nous connaissons tous vos arguments mais mettez donc un peu de côté les sacro-saints impératifs économiques et vos questions de zonage. Ce qui est en cause ici c'est le respect envers votre clientèle.

Nombreux sont vos abonnés qui croient que la télévision peut être autre chose qu'une insulte à l'intelligence et qui n'ont rien à faire des innombrables postes de météo, vidéoclips à la chaîne, nouvelles 24 heures sur 24, télé-rencontres ou annonces illustrées, autant d'ajouts qui donnent au câble des allures de liste d'épicerie et qui font néanmoins augmenter leur facture régulièrement.

Ces gens croient suffisamment à une télévision de qualité pour participer de leurs propres deniers aux campagnes de levées de fonds du poste ETV 33, qu'ils ne peuvent même plus capter.

La programmation du poste 33 (qui diffère suffisamment de celle du 57 pour que nous nous offusions de la substitution) n'est pas de celles que l'on regarde machinalement ou avec indifférence et c'est pourquoi son public y tient mordicus. Pour ce public, ETV-33 constitue souvent la principale

raison de s'abonner au câble.

Vidéotron menace de plus en plus de devenir un outil de magasinage aux dépens d'une programmation de télévision. Vidéotron n'est pas Minitel. Déjà, les postes à visées culturelles ou éducatives ne sont pas légion (à part Radio-Québec, TV Ontario et ETV-33, les cinéphiles et amateurs de télévision intelligente ont peu à se mettre sous la dent), mais c'est ajouter l'insulte à l'injure que d'en supprimer un de façon aussi cavalière.

Culturellement vôtre.
— DOMINIQUE BENJAMIN
Boucherville, le 27 décembre.

La griffe du géant

PIÈTRE performance que celle du Canada qui, après avoir attendu des années avant de prendre sa place dans l'Organisation des États américains (OEA), le fait maintenant avec le pied gauche en approuvant, sans avoir le moindre regret, l'invasion de Panama par les États-Unis.

On ne discute pas la répugnance qu'inspirent les qualités humaines de Manuel Noriega. Même avec l'excuse de se faire justice, on ne peut pas se permettre de transgresser les lois internationales et de piétiner la souveraineté d'un pays indépendant, si petit et dénué qu'il soit.

Les États-Unis avait déjà anéanti l'économie panamienne, mais ce geste ne suffisait pas, il fallait que la griffe du géant déchire la proie.

Le slogan « l'Amérique pour les Américains » voudrait dire que les pays du continent devraient être souverains depuis l'Alaska jusqu'à la Patagonie et non pas qu'un seul pays puisse s'octroyer le droit de s'imposer par la force sur tous les autres.

Le geste du président Bush pour venger la mort d'un soldat, si valable que soit une vie humaine, met en même temps en danger non seulement la sécurité des 35 000 ressortissants américains à Panama mais aussi celle des résidents d'autres pays d'Amérique latine où on ne professe pas une profonde sympathie pour les États-Unis.

Les représentants canadiens devant l'ONU et l'OEA vont rougir au cours des prochains jours en essayant de passer le terme message du gouvernement.

— HUGO CALDERON
médecin
Sherbrooke, le 21 décembre.

LE DEVOIR

LE DEVOIR est publié par l'Imprimerie Populaire Limitée, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé au numéro 211, rue du Saint-Sacrement, Montréal, H2Y 1X1. Il est composé et imprimé par Imprimerie Dumont, Division du Groupe Quebecor Inc., dont les ateliers sont situés au 7743, rue Bourdeau, LaSalle. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans LE DEVOIR. LE DEVOIR est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., située au 775, boul. Lebeau, St-Laurent. Courrier de deuxième classe, enregistrement numéro 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec. (514) 844-3361

Abonnements: (514) 844-5736

« LE DEVOIR » (USPS #003708) is published daily by L'Imprimerie Populaire, Limited, 211 rue St-Sacrement, Montreal, Quebec H2Y 1X1. Subscription rate per year is \$439.00 USD. Second Class Postage paid at Champlain, N.Y. U.S. POSTMASTER: send address changes to: Insa, P.O. Box 1516, Champlain, N.Y. 12919-1518.

L'année des libertés

De l'invasion en Afghanistan à l'ouverture du mur de Berlin

LA NOËL meurtrière de Bucarest se fixera sans doute dans la mémoire comme la dernière image significative non seulement de cette année, mais aussi de cette fin de décennie. Il y a dix ans, l'arrivée des blindés soviétiques en Afghanistan avait fait trembler l'Occident. À quelques heures de 1980, la rhétorique de la guerre froide avait fleuri de plus belle dans les propos du Président des États-Unis.

La décennie s'engageait dans les méandres d'un scénario vingt fois rejoué depuis le lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Or, rien de ce qui était alors prévisible ne trouve maintenant place dans les bilans qui tiennent lieu d'esquisses historiques. La décennie s'est déroulée dans une certaine grisaille, elle s'achève sur un chant d'espoir.

Un enchaînement imprévisible

1789-1989 : le prétexte de la célébration des libertés conquises dans le sang, la fureur et la passion, il y a deux siècles, aurait pu résumer une année normale. On conservera, bien sûr, le souvenir des images somptueuses de Paris en liesse et des quelques grincements de dents que provoque, encore aujourd'hui, le rappel des pages les plus sombres de la Révolution française et de ses effets d'entraînement sur le reste du continent à la fin du siècle des Lumières. L'histoire ne se contente pas des commémorations. Elle impose sa dynamique au moment où la paralysie semble correspondre à la logique.

En moins de six mois, 40 ans de négation des libertés élémentaires ont basculé dans un enchaînement qu'aucun auteur, qu'aucun chercheur n'avait imaginé aux heures du plus fol optimisme. De Varsovie à Prague, de Berlin-Est à Sofia, sans oublier Budapest, l'Europe des démocraties populaires fait un pied-de-nez au partage du monde hérité de la Seconde Guerre mondiale. Dans un soubresaut macabre, la Roumanie franchit, elle aussi, le pas décisif qui censure a posteriori quatre décennies d'oppression.

Mikhaïl Gorbatchev devra continuer à naviguer dans un système où d'autres mots sont en voie de s'incorporer, de se banaliser dans la langue de bois. Rien n'est encore joué dans l'ancien empire des Tsars. Comment aider cet homme à corriger le tir dans un empire qui est passé directement du servage au communisme ? La question était théorique au moment où voilà à peine cinq ans, Margaret Thatcher vantait, la première, les qualités de cet homme avec « qui il est possible de faire des affaires », selon sa phrase maintenant célèbre. Esquissée abstraitement au Sommet de l'Arche, à Paris, en juillet, la question va dominer et hanter les échanges au sein de l'Alliance atlantique et des autres forums où l'Occident établit ses solidarités.

L'URSS et ses anciens satellites vont inévitablement évoluer à des vitesses et vers des objectifs différents sinon divergents. La grisaille des libertés retrouvées va inévitablement céder la place aux graves problèmes hérités de 40 ans d'une gestion qui se solde en tonitruantes faillites. Les lendemains ne chanteront pas nécessairement dans ces États qui doivent faire l'apprentissage de nouvelles règles de jeu pour pratiquer l'é-

conomie et gérer le quotidien. À l'élan de générosité que le drame roumain a suscité à l'aube de Noël, l'Occident devra maintenant substituer programmes et initiatives pour asseoir solidement l'entreprise de re-démarrage d'économies plongées dans la torpeur et l'inefficacité.

Libertés célébrées et sauvegardées en Amérique latine où des pages se tournent, liquidant l'héritage des années 70. Du Chili, du Brésil, d'Argentine, la chronique des élections ne suffit pas à garantir *ad vitam aeternam* le retour à la démocratie. Mais l'espoir n'est plus chimère pour ces hommes et ces femmes dont le destin a oscillé entre la dictature et des aventures sans lendemain.

Le cours de l'Histoire donne aussi l'impression de se modifier, de s'orienter plus favorablement en Afrique. Les élections de novembre en Namibie et l'accession de ce pays au statut d'État indépendant d'ici quelques mois clôtureraient (ou presque) le cycle des colonisations. Depuis quelques mois, l'Afrique du Sud pratique un étapisme qui pourrait logiquement mener au démantèlement de l'apartheid.

Ces libertés peu à peu conquises n'entraînent pas pour autant la liquidation des problèmes économiques de la très grande majorité des pays dits du tiers-monde. Tragédie de la dette extérieure, stagnation du cours des matières premières, démographie galopante : rien n'a vraiment changé au cours de la décennie qui s'achève. Le dialogue nord-sud n'a pas refait surface, qui avait laissé entrevoir un nouveau cours quelque part au milieu des années 70. Au moment où l'Europe monopolise attention et projets, on comprend l'inquiétude des pays en voie de développement qui voient l'Histoire les oublier, encore une fois.

Quelques ratés de l'Histoire

Ratés de l'Histoire, ces pages sombres écrites place Tiananmen, au centre de Pékin, le printemps dernier. Des libertés anticipées et trop tôt célébrées ont été sommairement bafouées. Et l'Occident qui hésite entre la condamnation vertueuse et les diktats d'une realpolitik toujours impérieuse. Même jeu terrifiant envers le petit peuple du Cambodge qui fait les frais de factions rivales incapables de s'entendre autrement que dans le fracas des armes. Peu importe les considérations de stratégie régionale ou autres, l'ombre d'un retour des Khmers rouges enlève toute propension au lyrisme en cette fin d'année.

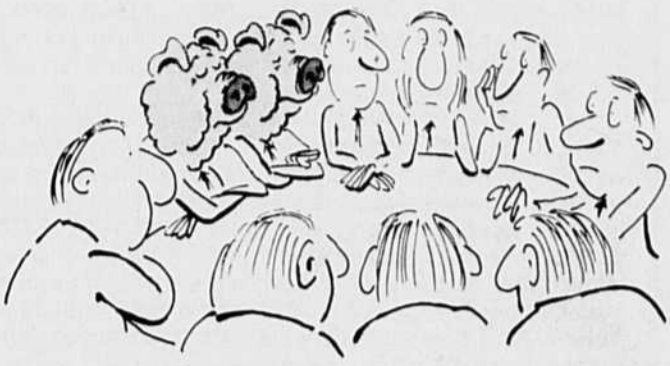
Au moment où l'URSS procède à une braderie planétaire, Washington ne parvient pas à se dégager de la logique de la canonniers en Amérique centrale. Peu importe l'issue du dernier pied-de-nez du général Noriega, les États-Unis continuent de s'embourber dans une politique qui n'a rien à voir avec l'idéal de la Déclaration d'Indépendance, elle aussi vieille de deux siècles...

Demain, début de la dernière décennie du second millénaire de l'ère de Jésus-Christ. Heureusement, les grandes frayeurs traditionnelles semblent céder la place à l'espoir bien tempéré du cheminement d'une partie de l'humanité vers la liberté partagée. Le défi des années 90 réside précisément dans l'extension de ces zones d'espoir.

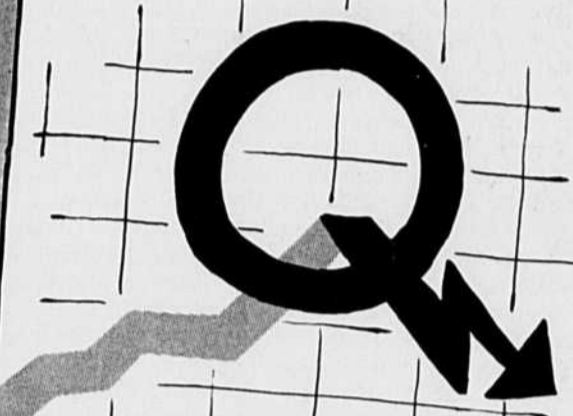
— PAUL-ANDRÉ COMEAU

1989

LAC MEECH



"LA COTE DE FIABILITÉ"



LA LIGNE DU PARTI



PAU!

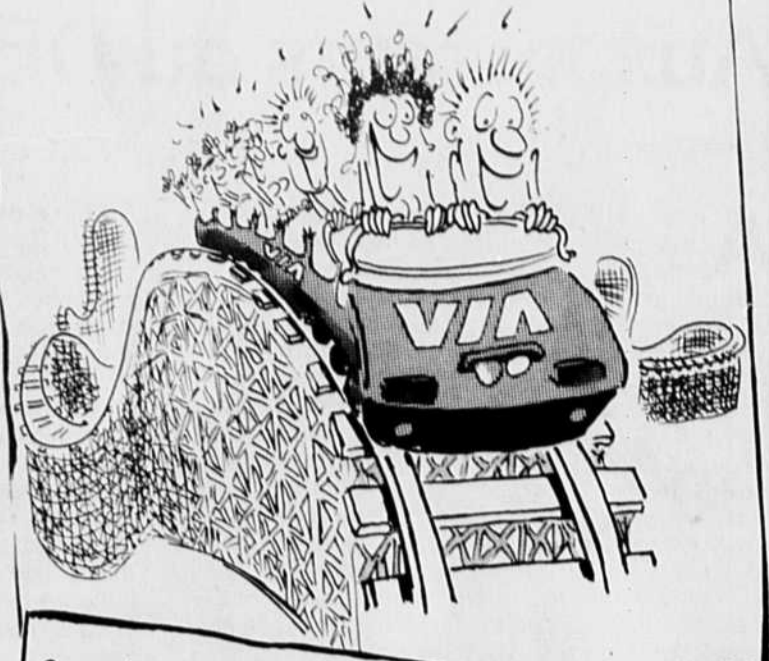
UN SHOW À RECYCLER !



LAC MEECH : MESSAGE DU PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC AU CANADA ANGLAIS !



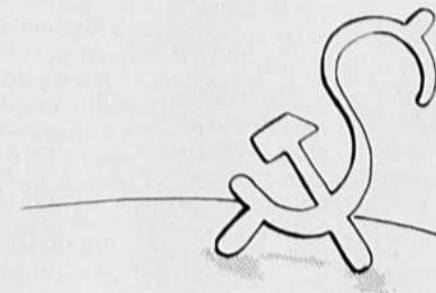
COMMENT REUTABILISER VIA RAIL !



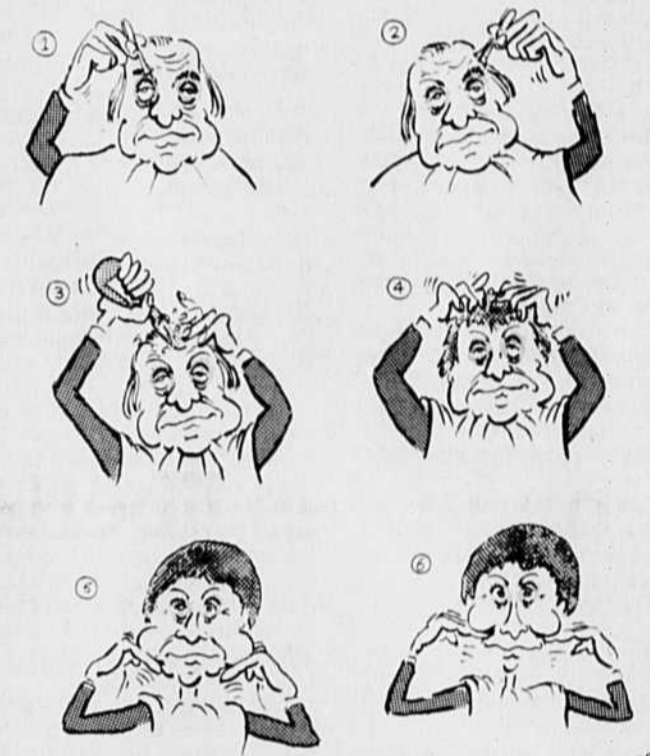
LE CLERGÉ DE TERRE-NEUVE ET LA PÉDOPHILIE !



RELATIONS EST-OUEST



LA NOUVELLE TÊTE DU NPD !



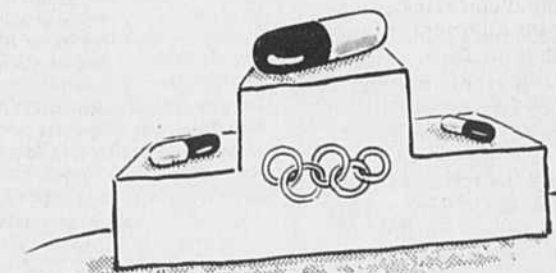
SOCIÉTÉ DISTINCTE : L'INTERVENTION DU MANITOBA !



LES FORCES ARMÉES CANADIENNES : SI LA VIE VOUS INTÉRESSE !



... ET QUE LA MEILLEURE GAGNE !



LE PROBLÈME, C'EST QU'ON NE SAIT PAS QUOI EN FAIRE !

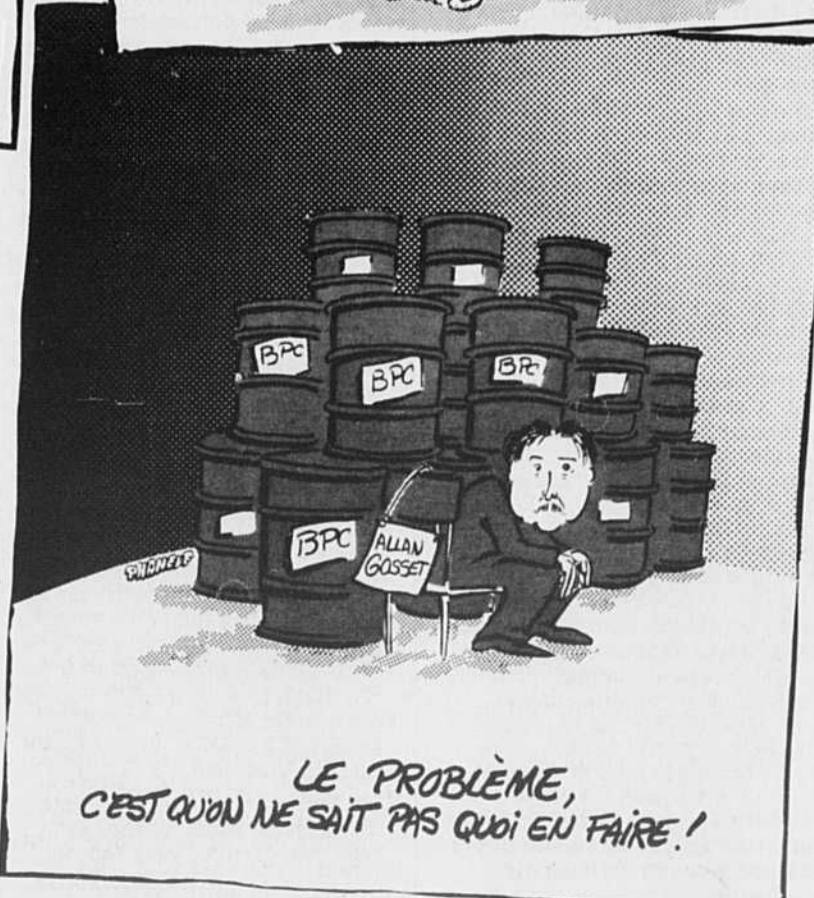




PHOTO AP

Et maintenant le froid

Après avoir vécu la tyrannie, la misère, la faim et les violents affrontements des derniers jours, les Roumains doivent maintenant subir le froid. Ces deux femmes tentent tant bien que mal de se réchauffer en priant devant un petit autel érigé dans une rue de Bucarest.

SUITES DE LA PREMIÈRE PAGE

◆ **Sauvé**

cise que ces assises seront durables seulement « si l'on accepte une fois pour toutes les compromis inévitables et que les parties prenantes sanctionnent leur pacte et ne laissent pas dériver le Canada vers un imprévisible destin... Les gouvernements de trois des provinces du pays, les deux partis d'opposition fédéraux, le Sénat, et tous les partis d'opposition provinciaux sauf deux, s'opposent ou ont de fortes réticences à l'accord du lac Meech.

Pour eux, le message du Nouvel An du gouverneur général a des allures de désaveu. À St-John's, le premier ministre Clyde Wells de Terre-Neuve a été un des premiers à réagir hier... pour se demander de quel droit le gouverneur général intervient ainsi dans le plus brûlant débat de l'heure au Canada.

Il faut dire que même couché en termes diplomatiques, c'est un message qui fait entorse, comme rarement auparavant, à la tradition qui veut qu'un gouverneur général évite de se manifester sur le moindre débat politique.

Hier, les experts fouillaient en vain leurs archives pour trouver d'autres exemples d'interventions aussi fracassantes en provenance de Rideau Hall sur un sujet aussi contentieux.

Mais Jeanne Sauvé a manifestement décidé que ce qui est également son mot d'adieu lui permettait une plus grande latitude.

Et le geste n'est pas pour déplaire au premier ministre Brian Mulroney, ni pour le prendre par surprise. Les messages qui émanent de Rideau Hall font habituellement l'objet d'une consultation, tout au moins de courtoisie, avec son bureau.

Jeanne Sauvé avait été nommé gouverneur général par Pierre Trudeau mais son mandat qui a duré 5 ans s'est presque entièrement déroulé sous Brian Mulroney.

Hier soir, la conclusion de son message de début d'année se lisait

comme un désaveu du premier ministre libéral qui l'a nommé.

Dans ce qui peut difficilement être interprété autrement que comme une allusion à ceux qui prônent un retour à la vision constitutionnelle des années Trudeau ou à la notion d'un Québec province comme les autres, Jeanne Sauvé conclut, sous forme d'une exhortation à la jeunesse canadienne : « Je presse cette jeunesse de ne pas se laisser récupérer par des croisades qui ont fait plus que leur temps ».

Le successeur de Mme Sauvé, l'ancien ministre conservateur Ray Hnatyshin, sera assermenté le 29 janvier. Ils ont en commun d'être tous deux de la Saskatchewan... à une différence près, le prochain gouverneur général du Canada est loin d'être complètement bilingue.

◆ **Autobus**

À cette guérilla du temps supplémentaire que livrent les syndiqués depuis la fin novembre viennent s'ajouter les nombreuses avaries causées aux véhicules par le froid, les vacances de Noël et de la fermeture de 65 % des garages de sous-traitants aidant à la réparation des autobus. Rien pour améliorer le chaos que vit depuis une dizaine de jours le service de transport de la STCUM.

Au syndicat des 2100 employés d'entretien de la STCUM, on dément avoir eu recours à toute forme de sabotage, cela ne faisant « pas partie des pratiques » du syndicat. « Ce ne sont pas nos membres. N'importe qui aurait pu s'introduire dans ce garage durant la nuit », a donné pour réponse M. Gaétan Châteauneuf, agent syndical des employés d'entretien, précisant que le nombre de surveillants affectés à ce garage était plus important que d'habitude.

Les mécaniciens, débosseleurs et responsables de l'entretien se limitent à refuser de faire des heures supplémentaires, ce qui est tout à fait dans leur droit selon la convention collective, soutient M. Châteauneuf. « Nous avons retiré notre mot d'ordre après la décision du Conseil des services essentiels, mais on ne peut pas empêcher les individus de décider personnellement de leur temps », a-t-il ajouté.

La direction de la STCUM soutient pour sa part qu'il s'agit bel et bien d'une action « concertée » par le syndicat, telle que jugée illégale par le

Conseil le 14 décembre. Pour l'instant, la Société envisage d'élargir le recours à la sous-traitance pour pouvoir réparer ces véhicules défectueux. Mais avant de prendre des moyens plus musclés, comme un recours juridique contre le syndicat, M. Sacy soutient que toutes les autres options seront d'abord tentées pour remettre les autobus sur la route.

« Nous perdons 1 % de notre part de marché par année depuis cinq ans au détriment de la voiture. Si on fait geler les gens à -25°C pendant 20 minutes à un arrêt d'autobus, ça fera encore des gens qui se tourneront vers l'automobile plutôt que le transport en commun. En bout de ligne, ça n'aide personne et tout le monde y perd », souligne le porte-parole de la STCUM.

M. Châteauneuf soutient de son côté que jamais la STCUM n'a exigé autant d'heures supplémentaires de ses employés, si ce n'est depuis l'imposition des nouveaux horaires de travail le 28 novembre dernier. C'est d'ailleurs cet horaire de travail qui est à la source du refus des syndiqués d'effectuer du temps supplémentaire.

« Cet horaire n'est pas adapté aux sorties des véhicules, entraîne une perte de temps importante pour les syndiqués et chambarde des horaires en place depuis 25 ans », fulmine le représentant syndical.

Le litige entourant ce nouvel horaire de travail a d'ailleurs été incliné aux négociations en cours pour le renouvellement de la convention collective des employés d'entretien qui vient à échéance le 13 janvier. À ce chapitre, les discussions achoppent sur plusieurs points majeurs et un fossé sépare les demandes des deux parties, assure la direction de la STCUM. Une rencontre avec le conciliateur est prévue pour le 16 janvier prochain.

La direction évalue à plus de 25 millions \$ la somme des demandes du syndicat qui réclame, notamment, la semaine de quatre jours.

◆ **L'environnement**

lisé par le centre fédéral de recherches sur le Saint-Laurent.

La méconnaissance de notre pollution explique jusqu'à un certain point qu'on ait oublié dans les années 70 d'amorcer l'assainissement des eaux usées urbaines, industrielles et agricoles. Un programme qui n'aurait d'ailleurs jamais démarré aussi rapidement si Québec n'avait pas cherché à ce moment un programme de construction capable de tamponner la crise économique en vue. Un programme coûteux certes, plus de 6 milliards \$, mais néanmoins incontournable : on ne traitait au Québec que 15 % de nos eaux usées comparativement à quatre, voire cinq fois plus chez nos voisins canadiens et américains.

Mais ce plan d'attaque n'a pas évité le piège dans lequel les SPE étaient tombés 10 ans plus tôt à Mercier. Pendant qu'on dépensait 6 milliards \$ pour assainir la partie aval des principaux cours d'eau du Québec, le ministère de l'Agriculture dépensait plus de 50 millions \$ pour artificialiser complètement près de 60 000 km de ruisseaux naturels et de petites rivières, soit les affluents situés en amont des « gros » cours d'eau inscrits au programme d'assainissement.

Le Québec a néanmoins pris les devants dans un certain nombre de dossiers. Il a été le premier à dresser l'inventaire complet de ses lieux d'enfouissement de déchets dangereux. Il en a ainsi découvert plus de 300 dont plusieurs sans propriétaire connu. Si on en étudie plusieurs, on en a peu nettoyé totalement comme ce fut le cas à LaSalle sur un site résidentiel.

Le Québec s'est aussi doté d'un des bons organismes d'évaluation environnementale au Canada, voire de l'Amérique, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement. Il a fait preuve de son utilité dans des dossiers majeurs comme ceux des arrosages aériens contre la tordeuse et est même devenu célèbre dans celui de la traversée de la 6e ligne à haute tension à Grondines-Lotbinière. Mais progressivement édenté, relégué aux petits dossiers et même aujourd'hui contesté dans son intégrité, le BAPE a perdu sa crédibilité auprès d'un public désormais conscient des enjeux environnementaux qui veut dire son mot dans l'évaluation environnementale des politiques gouvernementales et les grands projets énergétiques ou industriels.

L'Environnement, qui exigeait par permis en 1979 que Marc Lévy entre-

pose sous un même toit solvants et BPC à Saint-Basile, fermait il y a un an ce dossier lorsque la population a pu réintégrer ses maisons. C'est le seul dossier connu d'incendie important de BPC, fermé sans bilan environnemental. Même chose récemment à Saint-Jean-sur-Richelieu où le ministère n'a pas encore évalué les impacts « environnementaux » des rejets au plomb de la Balmat. Ce n'est plus ici une question de moyens mais de culture. L'environnement se limite dorénavant à la santé : l'écosystème, « c'est des bibites » sans importance, dira machinalement un fonctionnaire.

En moins de 10 ans, le ministère aura aussi examiné au moins six projets d'incinérateurs et procédés d'élimination de déchets dangereux organiques sans arriver à faire son choix. Son règlement sur les déchets dangereux n'arrive pas à assurer un marché suffisant pour faire vivre Stalex : il ne va même pas chercher en amende chez les pollueurs l'équivalent du budget annuel du contentieux du ministère. La dépollution industrielle, c'est pour les années 1990, prévoit-on. Même chose avec les pesticides : la loi n'a pas limité mais légalisé leur usage et mis leurs usagers à l'abri des poursuites possibles en vertu de la loi générale de l'environnement.

Par contre, l'ambitieux programme de lutte aux pluies acides, amorcé en 1984, donne aujourd'hui des résultats, les meilleurs obtenus dans toute l'Amérique malgré quelques ratés récents.

Une telle effervescence environnementale, assainie de 300 millions \$ investis annuellement dans l'assainissement urbain, a donné à beaucoup de Québécois une impression de fausse sécurité.

Bhopal devait nous rappeler brutalement la présence chez nous aussi de plusieurs géants de l'industrie chimique. Tchernobyl nous a appris que le nucléaire n'a pas de frontière tout comme l'amenuisement de la couche d'ozone, l'effet de serre, la pollution des mers, la déforestation universelle, le gaspillage des ressources, etc.

◆ **La vieille**

Selon des diplomates, la menace vient notamment de l'USIA, aile antiterroriste de la Securitate qui comptait environ 2000 hommes sous Ceausescu, exécuté le jour de Noël avec sa femme. Deux membres de la Securitate ont été abattus jeudi soir à Bucarest alors qu'ils franchissaient des barreaux rue Victoria, en plein cœur de la zone de combats de la semaine écoulée.

Des chars circulaient sous les flocons de neige, hier, mais on a fait savoir de source militaire qu'ils remplaçaient les soldats épuisés par des journées d'affrontement.

Le FSN a présenté jeudi plusieurs nouveaux ministres, dont le critique d'art dissident Andrei Plesu, qui a reçu le portefeuille de la Culture. Celui de l'Économie nationale revient à Atanasie Stanculescu, officier supérieur et ancien vice-ministre de la Défense dont la tâche s'annonce très lourde. Un ministre des Finances devrait être nommé prochainement.

Le FSN a annoncé une réduction du prix de l'électricité au 1er janvier et a confirmé l'arrêt immédiat des exportations de produits alimentaires — qui servaient sous Ceausescu à rembourser une dette extérieure de 23 milliards \$.

La télévision a retransmis une cérémonie à la mémoire de l'ex-ministre de la Défense Vasile Milea, qui passe pour avoir ulcéré Ceausescu en refusant de faire tirer sur la foule à Bucarest le 22 décembre. Milea s'est suicidé d'après Ceausescu, qui est cependant accusé de l'avoir tué ou fait abattre.

Dans une interview au Monde, Silviu Brucan, l'un des principaux dirigeants du FSN, assure que le Parti communiste a été détruit politiquement et idéologiquement. Le PCR « est absent du Front et du processus révolutionnaire, et nous ferons en sorte qu'il le reste ».

Le pasteur roumain d'origine hongroise Laszlo Tokes, dont l'éviction de sa paroisse de Timisoara a été à l'origine du soulèvement qui a emporté la dictature, s'est dit prêt à se joindre au nouveau gouvernement si la population le lui demande. Mais à Paris, l'Église orthodoxe roumaine a rejeté la nouvelle équipe au pouvoir en la qualifiant de clan communiste.

La CEE se prépare à prendre la direction d'une initiative occidentale pour la reconstruction de la Roumanie. Une équipe des Douze a entrepris une visite de 48 heures dans le pays pour en évaluer les besoins à long terme, les opérations d'urgence parant déjà au plus pressé.

Enfin, la Hongrie est fermement résolue à fonder sur de nouvelles bases ses relations avec la Roumanie, sérieusement détériorées depuis des années à la suite de l'assimilation forcée dont se plaignait la minorité hongroise de Roumanie.

M. Gyula Horn, ministre hongrois des Affaires étrangères, s'est rendu hier à Bucarest pour rencontrer le nouveau gouvernement roumain. Il est ainsi le premier représentant d'un gouvernement étranger à avoir des entretiens avec la nouvelle direction roumaine qui porteront notamment sur le sort de la minorité hongroise forte de quelque 2 millions de personnes.

Selon M. Horn, cité par l'agence hongroise MTI, la révolution roumaine offre « une chance historique » pour faire respecter les droits des minorités ethniques vivant en Roumanie. Selon lui, le développement des relations bilatérales dans l'avenir est indissolublement lié à l'amélioration des conditions de vie des Roumains de souche hongroise.

Interrogé à la télévision hongroise jeudi soir, M. Horn a mis l'accent sur le fait que « tous les préjugés nourris en permanence par l'ancien régime roumain à l'égard de la Hongrie en Roumanie même se sont effondrés immédiatement après la chute de celui-ci ».

Jean-V. DUFRESNE
▲ Montréal

Le chat sous le poêle

LS sont tous là, pronostiqueurs hydroquébécois penchés sur leurs ordinateurs, occultes magiciens brasseurs de plasma électronique, sur lequel flotte un résidu de décimales indéchiffrables. Le froid était vif ce matin-là, mais il faisait soleil au moins, encore qu'en cette fin décembre, sur la courbe descendante du solstice d'hiver, c'est en fractions de seconde qu'il faut calculer l'allonge avara du jour.

Pour moi, l'électricité, c'est encore et ce sera toujours une petite étincelle bleue qui crépète sur le dos frémissant d'un chat angora, lorsqu'on le peigne. Or, chaque fois qu'Hydro-Québec me parle de ses *térawattheures* (ça, c'est un milliard de kilowattheures, arrangez-vous avec le reste), j'imagine les turbines de LG-4 comme d'immenses chaudrons remplis de milliards de petites lucioles lumineuses qui tournent en rond pour emprunter ensuite un interminable réseau au bout duquel la luciole vient loger dans une ampoule de Noël et se mirer dans les yeux des enfants. Les lucioles du bonheur.

Un expert d'Hydro m'a expliqué que ça ne fonctionne pas exactement ainsi. En réalité, ces turbines sont bourrées de gros matous qui tournent à l'intérieur d'un anneau en forme de brosse à épiler, et c'est la friction des matous contre la brosse qui produit des étincelles.

Les centrales électriques les plus raffinées fonctionnent naturellement avec des chats angoras, et vous constaterez d'ailleurs en lisant dans les journaux les notices de chats perdus, qu'il s'agit toujours de chats angoras. Je soupçonne Hydro-Québec de pratiquer la traite de ces somptueux félins.

Je reviens à mes brasseurs de décimales. Leur tâche consiste dès l'aube à l'aube à déterminer aussi précisément que possible la consommation maximum d'électricité du jour qui lève. C'est un travail compliqué, qui exige autant de flair que de diplômes. Il faut tenir compte de la saison, de l'ensoleillement, jusqu'à l'inclinaison du soleil s'il apparaît ce jour-là, de la température, bien sûr, du vent aussi, de la longueur du jour, des fuseaux horaires, des moyennes des années précédentes, et si l'heure est avancée ou non. Il faut savoir si le jour est férié ou ouvrable, sans oublier le temps de cuisson des tourtières de tante Marguerite.

Il faut savoir d'ailleurs si tante Marguerite a changé son gros poêle à bois Bélanger pour une de ces cuisinières design qui fonctionnent aux lucioles que vous savez. Et si elle a conservé l'habitude de faire toujours le même jour sa lessive dans la nouvelle lessiveuse-sècheuse que vient de lui acheter l'oncle Ephrem. Il faut compter enfin qu'un certain nombre de lucioles, comme autant de petits spermatozoïdes électrisés, ne se rendront jamais au bout de la ligne. Les câbles électriques, ça fuit exactement comme de la vieille plomberie.

Et après ça, on additionne le tout, on donne aux chats angoras leur pâtée, et on pousse le piston depuis le Centre de conduite du réseau d'Hydro-Québec, situé à Montréal, où se réunissent quotidiennement en comité cinq personnes, dont deux vice-présidents d'Hydro, s'il vous plaît, chacun possédant une clé de la double serrure du coffre-fort qui renferme bien sûr la recette de la pâtée des chats angoras.

Et alors, si tante Marguerite fait cuire trop de tourtières entre 17 h et 19 h, il faudra, soit baisser la tension sur les lignes, ou emprunter des chats angoras à Hydro-Québec ou au Nouveau-Brunswick, ou alors carrément débrancher le réseau, sans quoi ça va se faire automatiquement avec de gros disjoncteurs pneumatiques tout le long des lignes, et les chats vont arrêter de miauler à Manic. Ça s'appelle le délestage, c'est un mot qu'on prononce à voix basse, et qui sonne très mal élevé aux oreilles de Lise Bacon, de sorte qu'on le prononce le moins souvent possible devant la nouvelle ministre des Lucioles.

Mon oncle Ephrem trouve tout ça bien compliqué, lui. Toute sa vie, il a su deviner les caprices de la froidure. Voyez-vous, il avait aussi un chat, mais pas angora du tout, qui épiait toujours le même endroit les souris du garde-manger, sous le poêle à bois. Et lorsque le chat s'éloignait du poêle et sautait sur ses genoux, mon oncle Ephrem savait que le temps était venu de mettre une bûche dans le poêle Bélanger de tante Marguerite.

◆ **Le Vatican**

tre la main sur Noriega, chassé du pouvoir après l'intervention militaire américaine du 20 décembre au Panama.

À New York, l'Assemblée générale de l'ONU a voté hier après-midi en faveur d'une résolution déplorant vivement l'intervention américaine au Panama et a donné l'occasion d'une première victoire diplomatique au nouveau gouvernement de Panama.

Soixante-quinze pays ont voté en faveur de la résolution (parmi lesquels la Chine, l'URSS et l'Espagne), 20 s'y sont opposés (dont dix des douze pays de la CEE, et le Panama), 40 se sont abstenus (dont la Grèce), et 24 n'ont pas pris part au vote.

La résolution, proposée par le Nicaragua et Cuba, « déplore vivement l'intervention des forces armées des États-Unis au Panama, qui constitue une violation flagrante du droit international et de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États ».

Cuba et le Nicaragua avaient vainement tenté samedi dernier de faire condamner l'intervention américaine au Panama par le Conseil de sécurité de l'ONU, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France ayant opposé leur veto.

Comme la Chine et l'URSS, ces trois pays sont membres permanents du conseil de sécurité et à ce titre bénéficient d'un droit de veto pouvant bloquer tout projet présenté.

Le porte-parole du Vatican, Joaquin Navarro-Valls, a dit que le Saint-Siège s'efforçait de convaincre Noriega de quitter la nomenclature de son plein gré. Mais il a exclu catégoriquement, pour la deuxième fois, que le général soit remis aux Américains.

« Une puissante occupante ne peut pas s'ingérer dans le travail d'une mission diplomatique ou demander que quelqu'un qui y a cherché asile lui soit remis », a ajouté Navarro. C'est la première fois que le Vatican qualifie les États-Unis de puissance occupante.

Le porte-parole de la Maison-Blanche, Marlin Fitzwater, a pour sa part déclaré que les discussions continuaient « dans un esprit positif » avec des représentants du Vatican. L'Église « joue un rôle très sérieux et constructif », a-t-il ajouté.

Fitzwater, qui se trouvait au Texas, où le président George Bush passe six jours de vacances, a refusé d'engager le fer, avec le Saint-Siège,

sur la formule puissance occupante. Washington souhaite arrêter Noriega pour qu'il soit jugé aux États-Unis pour trafic de drogue. Le général s'est réfugié à la nomenclature de la veille de Noël.

Navarro s'est plaint de la musique rock que les Américains diffusent à tue-tête devant la mission diplomatique du Vatican à Panama, dans le cadre d'une guerre psychologique visant à obtenir la reddition de Noriega. C'est une question très sérieuse, a dit Navarro.

Le cardinal-archevêque de New York, Mgr John O'Connor, a pour sa part rejeté hier les critiques adressées au Vatican pour avoir donné refuge à Noriega.

« Les attaques contre l'Église et le Saint-Siège par ceux qui ne semblent pas suffisamment informés de la situation me mettent en colère », a déclaré O'Connor, dont les propos sont publiés dans la dernière édition de *l'Osservatore Romano*.

La volonté du Saint-Siège de donner temporairement asile à Noriega à la nomenclature apostolique a, en fait, sauvé la vie de nombreux Panaméens et soldats américains, a-t-il dit.

30 décembre
par la PC et l'AP

- 1986: décès de Harold MacMillan, ex-premier ministre britannique, né en 1894.
- 1985: décès du producteur de cinéma américain Sam Spiegel, né en 1903.
- 1984: un carambolage de 20 automobiles fait deux morts en Colombie-Britannique.
- 1981: Wayne Gretzky, des Oilers, devient le premier joueur de la LNH à marquer 50 buts en moins de 50 parties; soit en 39 matches.
- 1979: des informations, en provenance d'Afghanistan, font état de la présence de nombreux convois militaires soviétiques sur les routes menant à Kaboul, tandis que des journaux rapportent que des troupes soviétiques, nouvellement arrivées, sont engagées dans des combats avec des rebelles musulmans.
- 1978: Tchéran annonce que le Chah d'Iran pourrait partir « en vacances » si Chapour Bakhtiar réussit à mettre sur pied un gouvernement.
- 1967: décès de Vincent Massey, qui fut gouverneur général du Canada.
- 1966: un bateau-usine soviétique coule en mer de Behring; 50 morts.

WEEK-END

- SAMEDI**
- Le Centre culturel de Dorval, 1401 chemin Bord du Lac, présente jusqu'au 5 janvier prochain la collection de jouets anciens du Musée McCord, du mardi au jeudi de 14 h à 17 h et 19 h à 21 h, vendredi au dimanche de 14 h à 17 h. Rens. : 633-4170.
 - Demi-journée de travail et de réflexion sur les abus sexuels commis par des membres du clergé, le jeudi 11 janvier de 9 h 30 à 12 h, au 25 ouest rue Jarry à Montréal. Confirmation avant le 4 janvier.
 - L'oeuvre des « Petites dénicheuses » sollicite la générosité du public pour meubles, vêtements, articles ménagers, etc. Cueillette à domicile. Rens. : 270-2297.
 - Devenez bénévoles qualifiés au service des jeunes en difficulté et recevez une formation gratuite. Rens. : 331-2599.
- DIMANCHE**
- L'École Thérèse Cadrin-Petit organise des conférences santé les 7 janvier, 4 février, 4 mars et 1er avril 1990. Réservations dès maintenant au 274-3110.
 - Ce soir à 23 h 30, à la cathédrale Marie-Reine-du-Monde, angle René-Lévesque et Mansfield, Mgr André Cimichella, évêque auxiliaire à Montréal, célébrera la messe de la nuit du Nouvel An en présence du cardinal archevêque Paul Grégoire. Rens. : 866-1661.
 - Méditation mondiale de guérison, au Christ Church Cathedral (rue Ste-Catherine ouest entre la Baie et Eaton), aujourd'hui de 7 h à 8 h. Rens. : 468-5454.
 - Skiami de Longueuil organise quatre voyages de ski d'une journée, les dimanches 21 janvier et 8 février au Mont-Tremblant, le dimanche 4 février au Owl'd's Head et le samedi 3 mars au Mont-Sainte-Anne. Rens. : 677-9516 ou 468-4008.
 - M. Édouard Roy invite le grand public à se joindre aux méditations pour la paix qui ont lieu tous les dimanches soirs de 19 h à 20 h, au 3643 rue St-Laurent, 3e étage à Montréal. Rens. : 845-8022.

- LUNDI**
- Cours de natation privés et semi-privés pour les personnes qui ont peur de l'eau. Rens. : 596-1805 (Ginette Déziel).
 - Aujourd'hui de 15 h à 16 h 30, à la résidence de la cathédrale Marie-Reine-du-Monde, 1071 de la Cathédrale, le cardinal Paul Grégoire recevra personnellement ceux et celles qui désirent lui offrir des vœux à l'occasion de la nouvelle année. Rens. : 866-1661.
 - Une session de cours reprendra dès le début janvier dans les sept centres de tai chi taoïste de la région de Montréal. L'inscription pour la prochaine session aura lieu pendant la première semaine de janvier et les cours commenceront dès le 10 janvier. Rens. : 845-4376.
 - Conférence intitulée : *Mieux vivre la solitude*, présentée par Rolande Chalney, psychologue, le 2e mercredi de chaque mois, au 1212 rue Panet à 19 h 30. Rens. : 334-5401.
- MARDI**
- Stage de formation moniteur au Centre Immaculée-Conception, les mardis 30 janvier et 6 février 1990 de 20 h 30 à 21 h 30, les samedis 10 et 17 février de 9 h à 17 h, et une semaine de pratique du 26 février au 2 mars. Rens. : 527-1256.
 - L'Entre-Nous invite les personnes distinguées seules de 30 ans et plus à un souper-rencontre dansant, tous les vendredis soirs au restaurant « Les 3 Frères ». Réserv. : 648-7075 (Violette).
 - L'organisme l'Uni-club offre aux personnes intéressées des cours de danse de ligne, les mardis à l'école Armand-Racicot, 965 rue Saint-Thomas à Longueuil. La période de cours de 20 h à 21 h sera suivie de danse libre jusqu'à 22 h. Rens. : 646-6071 ou 468-5049.
 - Tous les mardis à 19 h 30, veillées de prières à la Maison de la Miséricorde, 830, 2e Ramsay, St-Félix-de-Valois. Rens. : 889-4100.
 - Aujourd'hui à 13 h 30, Ciné-Famille vous présente le film *Fierro... l'été des secrets* de André Melançon, à l'auditorium du Collège Lionel-Groulx, 100 rue Duquet à Ste-Thérèse. Rens. : 430-3120, poste 340.